



World Food Programme  
Programme Alimentaire Mondial  
Programa Mundial de Alimentos  
برنامج الأغذية العالمي

**Conseil d'administration**  
Deuxième session ordinaire  
Rome, 14-17 novembre 2022

---

Distribution: générale	Point 7 de l'ordre du jour
Date: 4 octobre 2022	WFP/EB.2/2022/7-A/4*
Original: anglais	Questions opérationnelles – plans stratégiques de pays
* <i>Nouvelle parution pour raisons techniques le 9 novembre 2022</i>	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

---

## Plan stratégique de pays – Honduras (2023-2027)

Durée	1 <sup>er</sup> janvier 2023-31 décembre 2027
Coût total pour le PAM	634 635 721 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité femmes-hommes et de l'âge*	4

\* <https://gender.manuals.wfp.org/fr/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>.

### Résumé

Le Honduras est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure qui a connu une croissance économique soutenue au cours des deux dernières décennies; toutefois, le taux de pauvreté élevé, les inégalités de revenus importantes et les risques tels que la criminalité et la variabilité du climat compromettent les efforts déployés en faveur de la paix et de l'action humanitaire et freinent les initiatives à moyen et à long terme, limitant les acquis du développement et provoquant l'exode du capital humain par la migration. Ces problèmes sont difficiles à surmonter pour différentes catégories de la population, en particulier les femmes, les filles et les groupes d'autochtones et de personnes afrodescendantes, qui sont déjà exposés à l'insécurité alimentaire dans un pays où l'on observe un taux de retard de croissance élevé, une diversité limitée du régime alimentaire, des carences en micronutriments et une hausse des taux de surpoids et d'obésité. La pandémie de maladie à coronavirus 2019 et deux ouragans consécutifs en 2020 ont détérioré une situation déjà fragile, faisant peser une pression supplémentaire sur les moyens d'existence et provoquant la perte de revenus, en particulier dans les zones urbaines, où le travail informel est très répandu et où les possibilités d'emploi et de formation font défaut pour les jeunes.

---

#### Coordonnatrices responsables:

Mme L. Castro  
Directrice régionale  
Amérique latine et Caraïbes  
courriel: [lola.castro@wfp.org](mailto:lola.castro@wfp.org)

Mme S. Hochstetter  
Directrice de pays  
courriel: [stephanie.hochstetter@wfp.org](mailto:stephanie.hochstetter@wfp.org)

Avec l'appui du PAM et de ses partenaires, le Gouvernement hondurien a beaucoup avancé sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17, notamment en améliorant la sécurité alimentaire (mesurée par la prévalence de la sous-alimentation) entre 2014 et 2018, en élaborant des orientations nationales pour la transformation des systèmes alimentaires conformément à ce qui a été demandé lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires 2021 et, récemment, en signant une déclaration d'engagement en faveur de la Coalition mondiale pour les repas scolaires créée lors du Sommet. Le PAM a encouragé le renforcement des capacités au profit des systèmes nationaux liés à la préparation aux situations d'urgence et aux interventions en cas de crise, à la résilience face aux aléas climatiques, à l'alimentation scolaire et à l'appui aux groupes vulnérables sur le plan nutritionnel.

De concert avec le Gouvernement hondurien, le PAM s'attaquera aux causes profondes de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition et de la pauvreté, ce qui contribuera à améliorer la prospérité et la santé des communautés, dont les membres pourront s'épanouir et vivre en toute sécurité. À cette fin, le présent plan stratégique de pays contribuera à la mise en place de systèmes alimentaires et de moyens d'existence plus variés et plus résilients dans les zones rurales et urbaines, ainsi que de systèmes nationaux solides et fonctionnant bien dans les domaines de la protection sociale ainsi que de la préparation et de l'intervention en cas de crise qui mettent en valeur le capital humain et le protègent, et réduisent les besoins en matière d'assistance des populations les plus vulnérables. Le plan stratégique de pays accorde une place importante au renforcement des capacités des partenaires nationaux et locaux, à la promotion d'une évolution des comportements menant à l'amélioration du régime alimentaire, à la défense de l'égalité femmes-hommes et de formes de masculinité saines, et à la réduction des violences sexistes. Plutôt que d'être axé sur des zones géographiques données, le plan stratégique de pays portera sur l'ensemble du territoire et mettra plus l'accent sur les zones urbaines et périurbaines que ne le faisait le plan précédent.

Conformément aux priorités et besoins du Honduras et au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, le plan stratégique de pays comporte cinq effets directs:

- *Effet direct 1:* Les populations touchées par une crise satisfont leurs besoins essentiels en matière de sécurité alimentaire et de nutrition avant, pendant et après les situations d'urgence et voient s'accroître leur résilience et leur capacité à faire face aux futurs chocs climatiques et autres crises à venir, ce qui réduit leur vulnérabilité.
- *Effet direct 2:* Les populations vulnérables dans les zones rurales et urbaines prioritaires, y compris celles qui ont récemment été touchées par des situations d'urgence, se dotent de moyens d'existence et les renforcent et s'assurent des revenus plus élevés, plus stables et plus réguliers, ce qui contribue à l'amélioration de leur sécurité alimentaire et de leur état nutritionnel et rend les systèmes alimentaires durables et résilients face aux changements climatiques tout au long de l'année.
- *Effet direct 3:* Les populations vulnérables des zones rurales et urbaines prioritaires accèdent de manière stable et adéquate à des services et des programmes de protection sociale complets qui améliorent leur niveau de sécurité alimentaire et nutritionnelle d'ici à 2027, ce qui contribue au développement du capital humain au Honduras.
- *Effet direct 4:* Le Gouvernement hondurien continue d'établir et de renforcer ses systèmes nationaux de protection sociale et sa capacité à concevoir, appliquer, suivre et évaluer des politiques et des programmes de protection sociale inclusifs, tenant compte de la nutrition et de la problématique femmes-hommes et réactifs face aux chocs, contribuant à accroître d'ici à 2027 la confiance qu'inspirent les institutions publiques à la population.

- *Effet direct 5*: Les partenaires de premier plan au Honduras bénéficient de services efficaces toute l'année.

Les activités coordonnées relevant des cinq effets directs du plan stratégique de pays reposent notamment sur l'approche dite du triple lien et sur une collaboration active avec le Gouvernement aux niveaux national et local, et avec les partenaires des Nations Unies, en particulier les autres organismes ayant leur siège à Rome. La société civile, le milieu universitaire et le secteur privé demeureront des alliés indispensables tout au long de la mise en œuvre du plan stratégique de pays.

### **Projet de décision\***

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Honduras (2023-2027) (WFP/EB.2/2022/7-A/4), pour un coût total pour le PAM de 634 635 721 dollars É.-U.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## 1. Analyse de la situation du pays

### 1.1 Contexte national

1. Le Honduras est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure de 9,6 millions d'habitants (vivant à 55 pour cent dans les zones urbaines<sup>1, 2</sup>), dont le produit intérieur brut (PIB) par habitant s'élève à 2 389 dollars<sup>3</sup>, et qui se classe parmi les pays à développement humain moyen (au 132<sup>e</sup> rang sur 189 pays selon l'indice de développement humain)<sup>4</sup>. Soixante pour cent de la population hondurienne vit avec moins de 5,5 dollars par jour. Dans la région, seul Haïti enregistre un taux de pauvreté plus élevé<sup>5, 6</sup>. Le Honduras est exposé à des aléas d'origine climatique ou météorologique (ouragans, inondations, sécheresses, glissements de terrain) qui menacent les cultures et les infrastructures critiques<sup>7</sup>. La crise économique liée à la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) a été encore aggravée par les ouragans Eta et Iota en novembre 2020, à la suite desquels 600 000 personnes se sont retrouvées en situation d'urgence du point de vue de la sécurité alimentaire [phase 4 du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC)]<sup>8</sup>; en tout, 3,9 millions de personnes ont été touchées et les pertes et dégâts se sont élevés à 2,1 milliards de dollars<sup>9</sup>.
2. Cette triple crise a entraîné une réduction de 10 à 12 pour cent du PIB<sup>10</sup>. Après avoir atteint 3,3 millions en 2021 (contre 0,96 million en 2019), le nombre de personnes touchées à un haut degré par une insécurité alimentaire aiguë (phase 3 ou plus de l'IPC) devrait s'élever à 2,6 millions pour la période allant de juin à août 2022<sup>11</sup>. Ces chiffres ne tiennent toutefois pas compte des répercussions des cours mondiaux élevés des produits alimentaires et de l'énergie (étroitement liés à la crise en Ukraine). Ainsi, à la mi-2022, les prix de gros du maïs blanc et des haricots rouges étaient respectivement 70 pour cent et 30 pour cent supérieurs au niveau enregistré à la même période l'année précédente<sup>12</sup>.
3. Avec un indice d'inégalité de genre de 0,423, le Honduras se classe au troisième rang des pays d'Amérique centrale dans lesquels les inégalités entre les femmes et les hommes sont les plus creusées<sup>13</sup>. D'après les estimations, le revenu national brut par habitant est plus élevé pour les hommes que pour les femmes (l'écart serait de 35 pour cent)<sup>14</sup>, et les femmes

---

<sup>1</sup> Institut national de statistique. 2021. *Encuesta Nacional de Demografía y Salud/Encuesta de Indicadores Múltiples por Conglomerados (ENDESA/MICS 2019)*.

<sup>2</sup> Banque centrale du Honduras, 2022. *Honduras en Cifras 2019–2021*.

<sup>3</sup> Banque mondiale, 2020. *PIB par habitant (en dollars courants)*.

<sup>4</sup> Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2020. *Rapport sur le développement humain 2020. La prochaine frontière – Le développement humain et l'Anthropocène*.

<sup>5</sup> PAM. 2020. *Annual Country Report 2021 Honduras*.

<sup>6</sup> Banque mondiale. 2019. *Indice Gini - Honduras*.

<sup>7</sup> Banque mondiale. 2021. *Portail de connaissances sur les changements climatiques, Honduras* (en anglais uniquement).

<sup>8</sup> PAM. 2020. *Annual Country Report 2020 Honduras*.

<sup>9</sup> Banque interaméricaine de développement, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. 2021. *Evaluación de los efectos e impactos de la tormenta tropical Eta y el huracán Iota en Honduras*.

<sup>10</sup> PAM. 2020. *Annual Country Report 2020 Honduras*.

<sup>11</sup> Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC). 2019. *Honduras: Acute Food Insecurity Analysis: November 2019–June 2020*; IPC. 2021. *Honduras: Acute Food Insecurity Situation December 2020–March 2021 and Projections for April–June 2021 and July–September 2021*; IPC. 2022. *Honduras: IPC Food Security Phase Classification Snapshot. December 2021–August 2022*.

<sup>12</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 2022. *Page Web sur le suivi et l'analyse des prix alimentaires – Amérique centrale et Caraïbes* (en anglais uniquement).

<sup>13</sup> PNUD. 2020. *Rapport sur le développement humain 2020. La prochaine frontière – Le développement humain et l'Anthropocène*.

<sup>14</sup> Ibid.

- rurales travaillant dans l'agriculture pâtissent de très fortes inégalités en matière d'accès aux ressources productives et au crédit ainsi que de maîtrise de ceux-ci<sup>15</sup>.
4. Les taux de travail informel et de sous-emploi restent élevés, près des deux tiers de la population étant touchés<sup>16</sup>. En 2020, le taux de chômage était de 10,9 pour cent, soit près du double du taux de 2019<sup>17</sup>, ce qui était un effet direct de la triple crise, les femmes étant plus touchées que les hommes (13,7 pour cent contre 8,7 pour cent)<sup>18</sup>. Les incidences négatives étaient particulièrement évidentes dans les zones urbaines: la majeure partie de la population se trouvant en phase 3 ou plus de l'IPC vivait dans les départements de Francisco Morazán et de Cortés, où se trouvent respectivement la capitale politique (Tegucigalpa) et la capitale industrielle (San Pedro Sula)<sup>19</sup>. De plus les systèmes nationaux de protection sociale sont défaillants et ne remplissent pas pleinement leurs objectifs<sup>20</sup>.
  5. Le Honduras offre peu de perspectives de développement économique ou social aux jeunes, dont respectivement 16,4 pour cent et 72,7 pour cent sont au chômage ou sous-employés<sup>21</sup>. En outre, 26,2 pour cent des 3,3 millions de jeunes âgés de 12 à 30 ans ne travaillent pas et ne suivent pas d'études ni de formation<sup>22</sup>; 70 pour cent sont des femmes rurales accomplissant des travaux domestiques non rémunérés<sup>23</sup>. Cette population jeune doit se battre pour profiter des rares possibilités d'emploi et d'entrepreneuriat existant sur le marché. En outre, le taux de scolarisation dans le primaire a baissé de 9 points de pourcentage en 10 ans; il était de 90,2 pour cent en 2020, mais est probablement encore plus bas après la pandémie<sup>24</sup>.
  6. Chaque heure qui passe, une femme est victime de violences au Honduras<sup>25</sup>. Le niveau de violence liée au crime organisé est élevé dans le pays et fait partie des facteurs de la migration forcée. L'endettement et les coûts associés à la migration sont des fardeaux supplémentaires qui rendent les conditions économiques encore plus dures et aggravent l'insécurité alimentaire des ménages vulnérables<sup>26</sup>. De plus, en raison de l'absence de couloir humanitaire et de la faiblesse des systèmes d'aide publics, les migrants transitant par le Honduras sont exposés à des risques de sécurité et n'ont pas accès aux services essentiels.

---

<sup>15</sup> Creative International. Hernandez, Y. 2020. *Empowering Women in Agriculture in Rural Honduras*.

<sup>16</sup> Gouvernement hondurien, 2020. *II Informe Nacional Voluntario de la Agenda 2030: de la recuperación al desarrollo sostenible*.

<sup>17</sup> Tiempo. 2021. *INE: En 2020, la tasa de desempleo de Honduras cerró en 10.9 %*.

<sup>18</sup> Institut de recherche économique et sociale et al. 2021. *Diagnóstico de mercado laboral de Honduras*.

<sup>19</sup> IPC. 2022. *Honduras: IPC Food Security Phase Classification Snapshot. December 2021–August 2022*.

<sup>20</sup> Ham, A. et Membreno-Cedillo, S. 2021. *¿Cuán efectiva es la protección social en Honduras?* PNUD, région de l'Amérique latine et des Caraïbes, document de travail n° 21.

<sup>21</sup> Institut de recherche économique et sociale et al. 2021. *Diagnóstico de mercado laboral de Honduras*.

<sup>22</sup> Institut national de la statistique. 2019. *LXI Encuesta Permanente de Hogares de Propósitos Múltiples – EPHPM – Junio 2019*.

<sup>23</sup> Gouvernement hondurien. 2020. *II Informe Nacional Voluntario de la Agenda 2030: de la recuperación al desarrollo sostenible*.

<sup>24</sup> Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. 2021. [Page Web sur le Honduras](#).

<sup>25</sup> PAM. 2021. *Annual Country Report 2021 Honduras*.

<sup>26</sup> Ruiz Soto, A. G. et al. 2021. *Charting a New Regional Course of Action: The Complex Motivations and Costs of Central American Migration*.

## 1.2 Progrès vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030

7. Le Honduras a beaucoup avancé dans la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ainsi, la sécurité alimentaire, telle que mesurée par la prévalence de la sous-alimentation, s'est améliorée entre 2014 et 2018<sup>27</sup>. Toutefois, les avancées récentes pourraient être compromises et la tendance pourrait même s'inverser à court et à moyen terme en raison de la pandémie et des ouragans qui ont récemment frappé le pays<sup>28</sup>.

## 1.3 Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17

### *Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 2*

8. *Accès à l'alimentation.* Le PAM a été pour beaucoup dans l'élaboration des orientations nationales pour la transformation des systèmes alimentaires (2021), qui énoncent les engagements nationaux en faveur de la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 2. Réunir la somme correspondant au prix de l'assortiment alimentaire de base (285 dollars ou 7 000 lempiras, montant en hausse de 6,1 pour cent par rapport à 2021)<sup>29</sup> peut être difficile, car le salaire minimum mensuel est compris entre 300 dollars et 582 dollars (7 400 lempiras à 14 300 lempiras)<sup>30</sup> selon le secteur d'activité, les salaires les plus bas étant pratiqués dans le secteur agricole. En raison de la pandémie et des ouragans qui ont frappé le pays en 2020, les taux de pauvreté pourraient augmenter dans une proportion susceptible d'atteindre 8,5 pour cent, et 4,2 pour cent dans le cas de l'extrême pauvreté, ce qui aurait des répercussions sur l'accès à l'alimentation<sup>31</sup>. En outre, il est ressorti d'une évaluation de l'apport alimentaire minimum acceptable et du seuil minimal de diversité alimentaire pour les femmes réalisée par le PAM que 76 pour cent des enfants avaient un apport alimentaire minimum acceptable, une nette amélioration par rapport aux 68 pour cent enregistrés en 2020, tandis que l'indicateur relatif à la diversité alimentaire minimale requise pour les femmes s'établissait toujours à 65 pour cent, comme en 2020<sup>32</sup>.
9. *Élimination de la malnutrition.* Le retard de croissance demeure un problème important au Honduras, où la moyenne nationale en la matière était de 19 pour cent en 2019, avec des différences marquées entre les zones urbaines (12 pour cent) et rurales (23 pour cent) et entre les départements [pourcentage le plus élevé dans celui de La Paz (38 pour cent) et le plus bas dans celui des Islas de la Bahía (6 pour cent)]. Les carences en micronutriments sont aussi particulièrement préoccupantes: en 2019, deux enfants sur cinq et une femme en âge de procréer sur cinq était anémiés. Par ailleurs, le surpoids et l'obésité ont augmenté chez les femmes en âge de procréer et plus de 60 pour cent d'entre elles étaient touchées en 2019. Dans les communautés autochtones, 71 pour cent des femmes Miskito souffraient de surpoids et d'obésité, tandis que pour les femmes Lenca et Maya Chortí, la proportion était de 55 pour cent<sup>33</sup>. En 2017, le double fardeau de la malnutrition aurait coûté au Honduras 2,34 milliards de dollars, soit 10,2 pour cent du PIB.

---

<sup>27</sup> Gouvernement hondurien. 2020. *II Informe Nacional Voluntario de la Agenda 2030: de la recuperación al desarrollo sostenible*.

<sup>28</sup> Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies au Honduras. 2021. *Análisis Común de País*.

<sup>29</sup> Conseil hondurien de l'entreprise privée. 2021. *Boletín Canasta Básica, Junio 2022*.

<sup>30</sup> Quotidien La Gaceta. 2022. *Acuerdo Ejecutivo No. STSS 308-2022*.

<sup>31</sup> Organisation des Nations Unies. 2021. *Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable au Honduras pour la période 2022-2026* (en espagnol uniquement).

<sup>32</sup> PAM. 2021. *Annual Country Report 2021 Honduras*.

<sup>33</sup> Institut national de statistique. 2021. *Encuesta Nacional de Demografía y Salud/Encuesta de Indicadores Múltiples por Conglomerados (ENDESA/MICS 2019)*.

10. *Productivité et revenus des petits exploitants.* La production alimentaire totale continue d'augmenter mais, en raison de la croissance démographique, la disponibilité des terres agricoles par habitant diminue<sup>34</sup>. Le secteur agricole, y compris l'agro-industrie axée sur les exportations, représente 12,9 pour cent du PIB et 35,6 pour cent de la valeur totale des exportations<sup>35</sup>. Bien qu'elles constituent une part très importante de la main-d'œuvre agricole, les femmes ont moins accès aux actifs productifs, à la technologie et aux services financiers, ont des revenus plus bas et connaissent une plus grande insécurité alimentaire que les hommes<sup>36</sup>. Dans le cadre d'un projet qu'il a mené de 2016 à 2019, le Gouvernement a accordé 155 205 prêts (80 pour cent à des femmes) et assuré une assistance technique et une éducation financière<sup>37</sup> pour remédier à cette situation.
11. *Systèmes alimentaires durables.* Les petits exploitants sont particulièrement vulnérables face aux conditions météorologiques en raison de leur forte dépendance à l'aridoculture. En outre, le Honduras étant fortement tributaire des importations de denrées alimentaires, en particulier de céréales (importées à 57 pour cent)<sup>38</sup>, les systèmes alimentaires, et particulièrement ceux des zones urbaines, sont très sensibles aux flambées des prix des denrées<sup>39</sup>, ce qui pourrait conduire à des troubles sociaux du type de ceux observés à la suite des récentes hausses des prix des carburants.

### **Progrès au regard des cibles associées à l'objectif de développement durable 17**

12. *Renforcement des capacités.* Dans le cadre du précédent plan stratégique de pays (PSP), le PAM a renforcé aux échelons national et local la capacité des pouvoirs publics à mettre en œuvre le programme national d'alimentation scolaire, soutenir les groupes vulnérables sur le plan nutritionnel, accroître la résilience face aux changements climatiques et améliorer les dispositifs d'alerte rapide et la préparation aux situations d'urgence. En outre, le Gouvernement a renforcé la capacité des réseaux de services municipaux œuvrant pour les femmes à améliorer la mise en œuvre de la politique nationale concernant les femmes et la coordination avec l'Institut national des femmes<sup>40</sup>.
13. *Cohérence des politiques.* Selon l'examen national volontaire qu'a mené le Gouvernement pour étudier l'état d'avancement de l'application du Programme 2030, les défis qu'il a dû relever ont notamment concerné l'amélioration des systèmes de suivi et d'évaluation, les mécanismes de gouvernance et de coordination et le respect de l'obligation de rendre compte<sup>41</sup>.

---

<sup>34</sup> Gouvernement hondurien, Secrétariat de la coordination générale du Gouvernement. 2021. *Food Systems Summit, Official Roadmap: Transformation of the Food System in Honduras in order to achieve the Sustainable Development Goals by 2030*.

<sup>35</sup> Banque interaméricaine de développement. 2019. *Análisis de políticas agropecuarias en Honduras*.

<sup>36</sup> Feed the Future. 2015. *Promoting a Gender-Inclusive Agriculture Sector in Honduras*.

<sup>37</sup> Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et Gouvernement hondurien. 2019. *Informe Nacional sobre el Avance en la Aplicación de la Estrategia de Montevideo para la Implementación de la Agenda Regional de Género en el marco del Desarrollo Sostenible hacia 2030*.

<sup>38</sup> Gouvernement hondurien, Secrétariat de la coordination générale du Gouvernement, 2021. *Food Systems Summit, Official Roadmap: Transformation of the Food System in Honduras in order to achieve the Sustainable Development Goals by 2030*.

<sup>39</sup> Ibid.

<sup>40</sup> Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et Gouvernement hondurien. 2019. *Informe Nacional sobre el Avance en la Aplicación de la Estrategia de Montevideo para la Implementación de la Agenda Regional de Género en el marco del Desarrollo Sostenible hacia 2030*.

<sup>41</sup> Gouvernement hondurien. 2020. *II Informe Nacional Voluntario de la Agenda 2030: de la recuperación al desarrollo sostenible*.

14. *Renforcement des partenariats mondiaux.* Le Honduras s'est associé au programme de développement à long terme élaboré par des pays de la sous-région pour résoudre les problèmes structurels et traiter la migration au moment du départ, du transit et du retour<sup>42</sup>.

#### 1.4 Lacunes et problèmes liés à la faim

15. En menant des consultations avec le Gouvernement, les partenaires et les bénéficiaires, et en étudiant des documents essentiels, le PAM a recensé d'importantes difficultés à surmonter pour parvenir à se rapprocher de l'objectif Faim zéro:
- La forte vulnérabilité du pays aux phénomènes naturels et aux changements climatiques, qui se manifeste par des périodes prolongées de sécheresse et des tempêtes tropicales récurrentes, a des répercussions sur la production agricole de subsistance dans les zones rurales. Étant donné que l'agriculture emploie 40 pour cent de la main-d'œuvre et que les principales cultures vivrières sont pluviales, les moyens d'existence agricoles et la sécurité alimentaire sont fortement tributaires de la stabilité des conditions climatiques. La variabilité du climat est à l'origine d'une insécurité alimentaire aiguë, d'une situation de malnutrition et de migrations vers des zones urbaines mal préparées<sup>43</sup>. L'insécurité alimentaire a également augmenté du fait des pertes de revenus causées par les restrictions liées à la COVID-19.
  - Les améliorations apportées à la structure de la production et de l'emploi au Honduras ont été limitées. Malgré le succès des projets de diversification des cultures menés par le PAM, une forte proportion de la population pratique toujours une agriculture de subsistance et cultive principalement du maïs, des haricots et du sorgho. Sachant qu'en outre six Honduriens sur 10 n'ont pas les revenus nécessaires pour se procurer l'assortiment alimentaire de base, la situation est telle que la sous-alimentation peut facilement s'accroître, en particulier dans les situations d'urgence<sup>44</sup>.
  - L'approvisionnement en produits alimentaires dans le pays est suffisant et va croissant pour ce qui est des calories (116 pour cent des apports nécessaires)<sup>45</sup> et la production alimentaire totale continue d'augmenter<sup>46</sup>, mais le manque de diversité de l'alimentation demeure un problème: 47 pour cent des calories consommées proviennent de céréales, de racines et de tubercules<sup>47</sup>.

---

<sup>42</sup> Organisation des Nations Unies. 2021. *Comprehensive Development Plan for El Salvador, Guatemala, Honduras and south-southeast Mexico – Summary*.

<sup>43</sup> Agence des États-Unis pour le développement international. 2017. *Climate Change Risk Profile: Honduras*.

<sup>44</sup> Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies au Honduras. 2020. *Análisis Común de País*.

<sup>45</sup> FAO. 2019. Données issues de FAOSTAT, citées dans Gouvernement hondurien, Secrétariat de la coordination générale du Gouvernement. 2021. *Food Systems Summit Official Roadmap: Transformation of the Food System in Honduras in order to achieve the Sustainable Development Goals by 2030*.

<sup>46</sup> Banque mondiale. *Food production index – Honduras*.

<sup>47</sup> FAO. 2019. Données issues de FAOSTAT, citées dans Gouvernement hondurien, Secrétariat de la coordination générale du Gouvernement. 2021. *Food Systems Summit Official Roadmap: Transformation of the Food System in Honduras in order to achieve the Sustainable Development Goals by 2030*.



## 2. Incidences stratégiques pour le PAM

### 2.1 Réalisations, enseignements tirés de l'expérience et changements stratégiques pour le PAM

16. Pendant la mise en œuvre du PSP pour 2018–2021, la pandémie et les ouragans de 2020 ont donné lieu à d'importantes adaptations sur le plan des programmes et des opérations. Pour faire face aux besoins supplémentaires, le PAM a étendu sa couverture géographique et mis en place de nouvelles modalités d'assistance. Un effet direct du PSP et trois activités ont été ajoutés pour fournir aux partenaires gouvernementaux et humanitaires un appui sur le plan de la chaîne d'approvisionnement et de la logistique, des services de transport aérien et des services de transferts monétaires à la demande, afin qu'ils puissent intervenir rapidement en cas d'urgence.
17. Le PAM a participé plus activement aux analyses multisectorielles de la sécurité alimentaire en milieu urbain et périurbain et renforcé ses travaux consacrés aux systèmes alimentaires et à l'adaptation aux changements climatiques. En étroite coordination avec le Gouvernement et les partenaires, le PAM:
  - a contribué à la mise en œuvre du programme national d'alimentation scolaire, qui est le plus grand programme public de protection sociale, distribuant des rations à emporter à 1 250 000 écoliers en 2020 et s'adaptant aux réglementations liées à la COVID-19<sup>48</sup>;
  - au début de la pandémie, a directement aidé le Gouvernement à élaborer la stratégie nationale d'intervention d'urgence, qui prévoyait les modalités d'assistance et un plan d'intervention définissant les méthodes et protocoles de ciblage;
  - a porté assistance à 1,6 million de personnes (comprenant 52 pour cent de femmes), dont 2 895 personnes handicapées<sup>49</sup>, qui ont bénéficié de transferts directs de vivres et de transferts de type monétaire (bons d'achat et bons-valeur dans les zones urbaines, bons-produits dans les zones rurales);
  - a aidé le Gouvernement à prendre des décisions en toute connaissance de cause face à la crise sanitaire, en mettant à sa disposition ses études sur la sécurité alimentaire<sup>50, 51</sup>;
  - a réalisé une étude sur le double fardeau de la malnutrition<sup>52</sup>, qui a permis de dégager des données factuelles à l'appui de la concertation avec les décideurs et les parties prenantes.
18. De précédentes évaluations<sup>53, 54</sup> ont donné lieu à d'importantes recommandations, qui ont été prises en compte lors de l'élaboration du PSP en cours. Il s'agissait notamment de renforcer l'action de plaidoyer du PAM dans le domaine des politiques publiques afin qu'il puisse contribuer plus efficacement à la mise en place d'un environnement propice à la réalisation de l'ODD 2, de mieux accorder les effets directs et les activités en adoptant une approche axée sur la transformation des relations entre femmes et hommes et sur le triple lien, et de renforcer le suivi et l'évaluation.

---

<sup>48</sup> PAM. 2020. *Annual Country Report 2020 Honduras*.

<sup>49</sup> Ibid.

<sup>50</sup> PAM. 2020. *Situación SAN por Efectos del COVID-19*.

<sup>51</sup> PAM. 2020. *Boletín Monitoreo de Mercados COVID 19*.

<sup>52</sup> PAM. 2020. *El costo de la doble carga de la malnutrición. Impacto social y económico en Honduras*

<sup>53</sup> PAM. 2021. *Evaluación del plan estratégico para Honduras 2018–2021*.

<sup>54</sup> PAM. 2021. *Evaluación del modelo de descentralización del Programa Nacional de Alimentación (PNAE) 2016–2019*.

## 2.2 Harmonisation avec les plans nationaux de développement, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et d'autres cadres

19. Le PSP concorde avec 13 des ODD ainsi qu'avec 33 des cibles et 46 des indicateurs définis dans le programme d'action national lié aux ODD<sup>55</sup>. Il contribue à la réalisation de chacun des neuf effets du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable établi pour 2022-2026 (ci-après "le Plan-cadre de coopération") et 16 de ses 35 produits. Il est aussi en adéquation avec le plan national pour l'adaptation aux changements climatiques<sup>56</sup>, avec les contributions des pays déterminées au niveau national au titre de l'Accord de Paris relatif aux changements climatiques et avec la politique nationale concernant les femmes<sup>57</sup>.

## 2.3 Collaboration avec les principales parties prenantes

20. Le PSP a été élaboré à l'issue de consultations avec des représentants d'organismes publics et d'entités des Nations Unies, y compris le Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies. La société civile, les gouvernements donateurs, les institutions financières internationales, des entités du secteur privé et des établissements universitaires ont également pris part à ce processus et ont formulé d'importantes observations. Le PAM a organisé des groupes de discussion à l'intention des bénéficiaires dans les zones rurales et urbaines, auxquels ont participé en tout 42 femmes, 17 hommes et 10 membres de la communauté LGBTIQ+ âgés de 18 à 63 ans, dans une démarche visant à associer l'ensemble de la société.

# 3. Portefeuille stratégique du PAM

## 3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

21. Le PSP est fondé sur une théorie du changement qui vise à développer et protéger le capital humain tout en s'attaquant aux causes profondes de la faim et de la pauvreté, l'objectif étant de faire en sorte que les populations les plus vulnérables aient moins besoin d'une assistance. Le PAM entend instaurer dans les zones rurales et urbaines des systèmes alimentaires et des moyens d'existence plus variés et plus résilients, veiller à ce que les systèmes nationaux de protection sociale soient solides et fonctionnent bien, encourager une évolution des comportements devant aboutir à une amélioration du régime alimentaire et de l'inclusion socioéconomique, et promouvoir l'égalité femmes-hommes et des formes de masculinité saines. Vers la fin de la période couverte par le PSP, le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance d'urgence aura baissé et les capacités locales d'intervention d'urgence auront été renforcées, ce qui permettra d'améliorer la sécurité et la résilience des communautés, et de préserver les acquis du développement découlant des activités du PSP. En parallèle, une place importante sera faite au renforcement des capacités et à la fourniture de services à la demande aux partenaires. Le PAM veillera à ce que la problématique femmes-hommes soit systématiquement prise en compte dans l'ensemble du PSP, conformément à sa politique en la matière<sup>58</sup>, en veillant à ce que les programmes soient établis à la lumière d'analyses des disparités entre les sexes, tiennent compte de cette problématique et soient de nature à faire évoluer les relations entre les femmes et les hommes.

<sup>55</sup> Gouvernement hondurien. 2020. *II Informe Nacional Voluntario de la Agenda 2030: de la recuperación al desarrollo sostenible*.

<sup>56</sup> Ministère des ressources naturelles et de l'environnement. 2018. *Plan Nacional de Adaptación al Cambio Climático: Honduras*.

<sup>57</sup> Institut national des femmes. 2010. *Política Nacional de la Mujer. II Plan de Igualdad y Equidad de Género de Honduras 2010-2022*.

<sup>58</sup> "Politique du PAM en matière de problématique femmes-hommes de 2022" (WFP/EB.1/2022/4-B/Rev.1).

### **3.2 Effets directs du plan stratégique de pays, effets directs stratégiques du PAM, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles**

***Effet direct 1 du plan stratégique de pays: Les populations touchées par une crise satisfont leurs besoins essentiels en matière de sécurité alimentaire et de nutrition avant, pendant et après les situations d'urgence et voient s'accroître leur résilience et leur capacité à faire face aux futurs chocs climatiques et autres crises à venir, ce qui réduit leur vulnérabilité***

22. Le PAM continuera de fournir une assistance vitale aux personnes qui en ont besoin de toute urgence, en assurant une assistance rapide et d'un bon rapport coût-efficacité à l'endroit et au moment où elle est le plus nécessaire, selon des critères de ciblage définis centralement de manière à garantir des interventions inclusives et équitables, menées en coordination avec les dispositifs nationaux d'intervention d'urgence et de manière à les compléter.
23. Le PAM travaillera avec les communautés prioritaires et les institutions locales pour jeter les bases de systèmes de préparation aux situations d'urgence, d'alerte rapide et d'intervention qui soient solides et climatiquement rationnels, afin de doter les populations des outils fondamentaux dont elles ont besoin pour réduire leur vulnérabilité. L'assistance technique et le renforcement des capacités assurés au profit des comités d'urgence décentralisés et des organisations locales contribueront à mieux préparer les communautés à affronter les chocs à venir.

#### ***Effet direct stratégique du PAM***

24. L'effet direct 1 du PSP est harmonisé avec l'effet direct stratégique 1 du PAM (Les populations sont mieux à même de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents).

#### ***Domaine d'action privilégié***

25. L'effet direct 1 du PSP est axé sur les interventions face aux crises.

#### ***Harmonisation avec les priorités nationales***

26. L'effet direct 1 du PSP est harmonisé avec l'objectif 1.3 du plan de réponse humanitaire<sup>59</sup>, la priorité stratégique 2 du Plan-cadre de coopération, la loi sur le système national de gestion des risques; le plan national de réduction des risques de sécheresse pour 2020-2038, l'objectif 3 de la Vision pour le pays (2010-2038)<sup>60</sup> et la directive stratégique 11 du Plan national (2010-2022)<sup>61</sup>.

#### ***Produits escomptés***

27. Les produits 1.1 et 2.1 du PSP permettront d'obtenir cet effet direct:
  - Produit 1.1: Les populations vulnérables et exposées aux risques ainsi que les populations touchées par des chocs, des catastrophes et d'autres crises reçoivent une assistance alimentaire et sociale qui répond à leurs besoins alimentaires et nutritionnels et autres besoins essentiels, compte tenu de la vulnérabilité et de caractéristiques telles que le sexe et l'âge, avant, pendant et après une situation d'urgence.

<sup>59</sup> Cette concordance sera actualisée une fois le nouveau plan de réponse humanitaire disponible; le plan actuel prend fin en 2022.

<sup>60</sup> République du Honduras. 2010. *República de Honduras - Vision de País 2010-2038 y Plan de Nación 2010-2022*.

<sup>61</sup> Ibid.

- Produit 2.1: Les acteurs locaux ont des moyens accrus en matière de planification, de préparation et d'intervention en cas d'urgence, notamment pour ce qui est des mesures d'anticipation et des protocoles de réduction et de gestion des risques tenant compte de la problématique femmes-hommes.

### **Activités essentielles**

*Activité 1: Fournir aux populations les plus vulnérables touchées par une crise une assistance d'urgence réactive face aux chocs, qui tienne compte de la problématique femmes-hommes et de la nutrition, afin de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels et autres besoins essentiels et de faciliter un relèvement rapide.*

28. Le PAM aidera les ménages en situation d'insécurité alimentaire touchés par une crise pendant et après la crise en question en coordonnant son action avec celle des autorités et en complétant les transferts assurés par les pouvoirs publics. Dans le cadre de sa stratégie de ciblage, outre l'insécurité alimentaire, le PAM prendra en considération les besoins, priorités et expériences distincts des femmes, des hommes, des filles et des garçons, y compris au sein des communautés autochtones et afrodescendantes, en réalisant des évaluations rapides tenant compte de la problématique femmes-hommes et de l'intersectionnalité.
29. L'assistance d'urgence se concentrera sur une intervention rapide visant à répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels de base des ménages pendant 150 jours, au moyen de vivres ou de transferts de type monétaire, selon les circonstances et les résultats d'évaluations rapides. Comme les besoins en matière d'assistance d'urgence devraient diminuer progressivement au cours de la mise en œuvre du PSP, le PAM vise à faire passer 10 pour cent des ménages à des initiatives à moyen et à long terme relevant de l'effet direct 2 du PSP. Il fournira aussi une assistance technique et des services logistiques et autres au Gouvernement ou aux partenaires humanitaires, en coordonnant ces activités avec celles relevant de l'effet direct 5 du PSP, afin d'accroître la capacité du Honduras à intervenir rapidement et efficacement.

*Activité 2: Renforcer les capacités de préparation aux situations d'urgence, de planification et d'intervention tenant compte des enjeux climatiques, y compris la capacité à prendre des mesures d'anticipation et à se relever, des communautés vulnérables et exposées aux risques et des acteurs locaux à la faveur d'une démarche tenant compte de la problématique femmes-hommes, ce qui ouvrira la voie au renforcement de la résilience.*

30. Le PAM travaillera avec la Commission permanente sur les urgences (COPECO) au renforcement des capacités de cette entité en matière de planification et de préparation aux situations d'urgence. Il accroîtra les moyens logistiques et ses capacités de coordination à l'appui de l'assistance alimentaire afin de promouvoir une chaîne d'approvisionnement durable, qui fonctionnera efficacement dans le sillage des crises. En collaboration avec le Centre national de recherche et de formation pour les interventions d'urgence, le PAM poursuivra son action de renforcement des capacités visant à permettre aux comités d'urgence municipaux d'obtenir une certification dans les domaines de la planification, de l'organisation et de la coordination en matière de gestion des risques et de stratégies de réduction de la vulnérabilité, conformément à ce que prévoit la loi sur le système national de gestion des risques. Le PAM continuera d'appuyer le renforcement des capacités des comités d'urgence municipaux et locaux, en accordant la priorité à ceux situés dans les zones les plus vulnérables face aux phénomènes hydrométéorologiques. L'assistance technique fournie portera notamment sur la conception de plans d'urgence et de cartes des risques à l'échelle des communautés et des municipalités, sur la mise en place dans les systèmes d'alerte rapide de seuils nationaux concernant la sécheresse et sur l'évaluation des dégâts et des besoins. Dans les municipalités où les risques d'inondation ou de

sécheresse sont élevés, le PAM installera des stations météorologiques et fournira une assistance technique.

31. Le PAM aidera à mettre à disposition du matériel (serveurs, tablettes, drones), des licences d'utilisation de logiciels et des activités de formation visant à doter les fonctionnaires honduriens des compétences nécessaires à la tenue de registres des incidents, à la cartographie des abris et des entrepôts, à l'évaluation des dégâts et des besoins en cas d'inondation, de glissement de terrain ou de feu de forêt, ainsi qu'à la surveillance des cultures. Il travaillera avec la COPECO et les intervenants locaux à l'inclusion d'informations ventilées dans les protocoles de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise (y compris de données sur le sexe, l'âge, le handicap, l'appartenance ethnique et les normes de protection pertinentes), ainsi qu'à la diffusion de pratiques climatiquement rationnelles de réduction et de gestion des risques. Le PAM s'attachera à établir des liens avec les systèmes de protection sociale et à promouvoir l'avancement des femmes ainsi qu'à donner à celles-ci un rôle moteur dans la gouvernance des risques de catastrophe et des risques climatiques, ce afin de favoriser un développement durable tenant compte des risques et ne laissant personne de côté. Le PAM dispensera aussi aux partenaires du secteur de la sécurité alimentaire et de la nutrition une formation à la préparation aux situations d'urgence axée sur l'évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence.

#### **Partenariats**

32. Le PAM travaillera en coordination avec les ministères chargés de la santé et de l'agriculture, l'Unité technique pour la sécurité alimentaire et la nutrition et la COPECO afin de compléter et de renforcer les activités de préparation et d'intervention. En sa qualité de chef de file des modules de la sécurité alimentaire, de la logistique et des télécommunications d'urgence, le PAM assurera également la coordination avec les entités des Nations Unies, l'équipe technique d'urgence des Nations Unies et les partenaires du réseau humanitaire.

#### **Hypothèses**

33. On suppose que le Gouvernement conservera ou améliorera sa capacité de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, notamment le financement destiné aux comités d'urgence municipaux et locaux, et que le texte de la nouvelle loi sur le système national de gestion des risques qui sera approuvé comportera des dispositions donnant la priorité aux populations vulnérables et marginalisées, prévoyant leur protection et favorisant le relèvement dans le souci de la problématique femmes-hommes ainsi que l'adoption de mesures d'anticipation.

#### **Stratégie de transition et de transfert des responsabilités**

34. Avec ses partenaires du milieu universitaire, le PAM continuera d'apporter un appui à la COPECO en lui fournissant directement une assistance technique et en organisant des stages de formation. Il poursuivra ses activités de formation des comités d'urgence municipaux, à l'intention des 210 comités (sur 298) qui n'en ont pas encore bénéficié. Au niveau des communautés, le PAM travaillera avec les organisations de la société civile pour donner aux ménages, et plus particulièrement aux femmes, les moyens de participer à l'élaboration de plans d'anticipation et de protocoles d'intervention d'urgence communaux en vue de réduire leur vulnérabilité face aux chocs.

***Effet direct 2 du plan stratégique de pays: Les populations vulnérables dans les zones rurales et urbaines prioritaires, y compris celles qui ont récemment été touchées par des situations d'urgence, se dotent de moyens d'existence et les renforcent et s'assurent des revenus plus élevés, plus stables et plus réguliers, ce qui contribue à l'amélioration de leur sécurité alimentaire et de leur état nutritionnel et rend les systèmes alimentaires durables et résilients face aux changements climatiques tout au long de l'année***

35. Le PAM apportera un soutien aux ménages et aux communautés des zones rurales et urbaines en adoptant une approche fondée sur les systèmes alimentaires. Il s'attachera à améliorer les moyens d'existence des populations rurales, à mettre en place des systèmes de production et des filières alimentaires sains en fournissant une assistance technique et en assurant un accès équitable et inclusif à l'information financière et climatique, ainsi qu'en fournissant des services énergétiques lorsque la situation le justifie. Dans les communautés urbaines et périurbaines, le PAM appuiera les dispositifs de création d'emplois en vue d'accroître les revenus tout en intégrant des produits alimentaires sains et d'un coût abordable dans le régime alimentaire des populations urbaines. À la faveur des activités relevant de l'effet direct 3 du PSP, le PAM fera en sorte que les populations les plus vulnérables exposées à des inégalités socioéconomiques, géographiques et souvent croisées aient accès à une protection sociale, ce qui viendra compléter les programmes publics et favorisera l'accès à des produits alimentaires nutritifs et sains. Le PAM s'emploiera à orchestrer la mise en œuvre du cadre national pour les services climatologiques et de ses principes directeurs en vue de la normalisation, de la traduction et de la diffusion de l'information climatologique, à l'appui de la prise de décisions relatives aux moyens d'existence dans les zones rurales et, éventuellement, urbaines. À mesure que le pouvoir d'achat des consommateurs en milieu urbain augmentera et que la production d'aliments sains prendra de l'ampleur dans les zones rurales, le PAM appuiera le renforcement des liens avec les marchés, ce qui accroîtra le flux de marchandises entre les zones urbaines (demande) et rurales (offre).

#### ***Effet direct stratégique du PAM***

36. L'effet direct 2 du PSP est harmonisé avec l'effet direct stratégique 3 du PAM (Les populations disposent de moyens d'existence améliorés et durables).

#### ***Domaine d'action privilégié***

37. L'effet direct 2 du PSP est axé sur le renforcement de la résilience.

#### ***Harmonisation avec les priorités nationales***

38. L'effet direct 2 du PSP est harmonisé avec la priorité stratégique 2 du Plan-cadre de coopération, les orientations nationales pour la transformation des systèmes alimentaires, les contributions déterminées au niveau national, le plan national pour l'adaptation aux changements climatiques, la politique nationale pour la jeunesse et les orientations stratégiques 4, 6, 7 et 9 de la politique et stratégie nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle à l'horizon 2030.

#### ***Produits escomptés***

39. Les produits 3.1 à 3.3 et 4.1 à 4.3 du PSP permettront d'obtenir cet effet direct:
- Produit 3.1: Les populations rurales disposent de moyens d'existence durables, équitables et variés, et bénéficient d'un accès à des mécanismes de relèvement rapide, d'une protection sociale, d'actifs résilients face aux changements climatiques, d'écosystèmes restaurés et protégés, d'un accès équitable à la terre, ainsi que de services et de produits financiers et climatologiques inclusifs qui leur permettent de gérer plus efficacement les risques climatiques et de mieux s'y adapter.

- Produit 3.2: Les populations rurales, en particulier les femmes et les jeunes, ont davantage de capacités pour produire des aliments nutritifs, disposent d'associations d'agriculteurs compétitives et jouissent d'un meilleur accès aux marchés grâce à des filières inclusives et durables, et elles bénéficient d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements qui ont pour objectif de les amener à adopter un régime alimentaire plus nutritif et à procéder à une répartition plus équitable des rôles entre les femmes et les hommes.
- Produit 3.3: Les acteurs locaux renforcent leur capacité à accroître la résilience et la durabilité des systèmes alimentaires, en adoptant des approches tenant compte de la problématique femmes-hommes et de la nutrition.
- Produit 4.1: Les populations urbaines améliorent leurs compétences entrepreneuriales et professionnelles et tirent parti de dispositifs de création d'emplois décents.
- Produit 4.2: Les populations urbaines reçoivent une assistance alimentaire et sociale et bénéficient d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements dans l'objectif d'accroître la demande d'aliments variés et de rapprocher les consommateurs des producteurs au sein d'une filière alimentaire locale à dimension nutritionnelle.
- Produit 4.3: Les acteurs locaux renforcent leur capacité à promouvoir une protection sociale plus inclusive, plus équitable et plus réactive face aux chocs en milieu urbain et des systèmes alimentaires résilients, ainsi qu'à favoriser des possibilités de génération de revenu de qualité.

### **Activités essentielles**

*Activité 3: Fournir une assistance alimentaire et technique aux populations rurales vulnérables et un appui aux systèmes de protection sociale et aux acteurs locaux afin de mettre en place des moyens d'existence pour les populations rurales vulnérables et de renforcer ceux qui existent, ainsi que de rendre leurs systèmes alimentaires plus durables, plus diversifiés et plus résilients face aux changements climatiques et aux crises pluridimensionnelles*

40. Le PAM s'attache à autonomiser les petits exploitants, en particulier les femmes, et leurs organisations, afin qu'ils disposent de moyens d'existence durables et résilients face aux changements climatiques et soient mieux armés pour affronter les crises, réduisant ainsi les motifs qui les poussent à émigrer. Le PAM fournira aux agriculteurs et aux agricultrices vulnérables des transferts assortis de conditions et une assistance technique afin qu'ils puissent accroître leur productivité et diversifier leur production grâce à la remise en état ou à la création d'actifs qui favorisent la résilience, le relèvement rapide après les situations d'urgence et l'adaptation aux changements climatiques, en coordination avec les initiatives relevant de l'effet direct 1 du PSP. En outre, le PAM travaillera en partenariat avec des organisations d'agriculteurs, des négociants et des acheteurs finaux dans les filières pour améliorer l'accès des petits exploitants aux marchés officiels tels que le programme national d'alimentation scolaire. Lorsqu'il sera possible de le faire, priorité sera donnée à la création d'organisations dirigées par des femmes ou au renforcement des moyens de celles déjà en place.

41. En coopération avec les institutions publiques concernées, le PAM aidera aussi les agriculteurs à réduire les pertes après récolte et à adopter des processus à valeur ajoutée, ce qui contribuera à la diversification des moyens d'existence et à la création de revenus. Les agriculteurs, en particulier les femmes et les jeunes ainsi que les membres de communautés autochtones, bénéficieront d'initiatives en matière de communication visant à faire évoluer la société et les comportements destinées à favoriser l'amélioration des pratiques en matière de nutrition et de cohésion sociale, l'objectif étant de mieux équilibrer la prise de décisions entre les femmes et les hommes concernant les régimes alimentaires sains et variés, ainsi que les dépenses des ménages. Le PAM aidera les communautés rurales à élargir leur accès à la propriété foncière par l'intermédiaire d'organisations communales, le but étant de contribuer à réduire les conflits liés au foncier sous l'angle du triple lien. Le PAM les aidera également à gérer et réduire les risques climatiques au moyen de produits et de services financiers, en étudiant les possibilités de mettre en place des dispositifs de crédit inclusifs et des produits d'assurance climatique indicelle, et d'améliorer l'accès à l'information climatologique, en collaborant avec institutions et acteurs locaux en vue de renforcer les capacités dans cette optique. Le fait de rattacher des écosystèmes protégés et restaurés à la production alimentaire et forestière réduira aussi la vulnérabilité des communautés pendant les crises, instaurant une résilience qui permettra de réduire progressivement l'ampleur des secours.
42. Le PAM orientera son action vers l'ensemble de la chaîne de valeur des systèmes alimentaires, notamment en renforçant les activités économiques liées à la transformation et à la commercialisation, et il associera le renforcement des systèmes de protection sociale à ces initiatives pour appuyer la distribution de l'assistance au titre de l'activité 3.

*Activité 4: Fournir une assistance alimentaire et technique aux populations urbaines vulnérables et un appui aux systèmes de protection sociale et aux acteurs locaux afin de promouvoir les dispositifs de création d'emplois et d'augmenter les revenus des populations urbaines vulnérables, en vue de contribuer à leur sécurité alimentaire et à leur résilience face aux chocs extérieurs*

43. Le PAM renforcera et étendra sa présence dans les zones urbaines et périurbaines, où de nombreuses personnes ont perdu leur emploi ou leurs sources de revenus dans l'économie informelle et n'ont pas les moyens d'acheter suffisamment de nourriture. Il travaillera avec ses partenaires pour dispenser une formation visant à améliorer les compétences entrepreneuriales et professionnelles, en particulier chez les jeunes, afin d'aider les femmes et les hommes à diversifier leurs sources de revenus, à acquérir les compétences de base et à avoir accès aux services financiers et aux produits dont ils ont besoin pour pouvoir créer et gérer des micro-entreprises. Le PAM étudiera la possibilité d'associer à ces initiatives la mise au point de régimes d'assurance spécialisés contre les catastrophes naturelles, étant donné que de nombreux citoyens sont exposés à des risques élevés pendant les tempêtes violentes.
44. En partenariat avec des entreprises privées, le PAM promouvra des programmes de création d'emplois décents et proposera en réponse aux besoins en main-d'œuvre des programmes de formation destinés à renforcer les compétences recherchées localement, en mettant l'accent sur la réduction de l'écart entre les femmes et les hommes en matière d'emploi. En offrant des programmes d'apprentissage et des possibilités d'emploi formel, les partenaires du secteur privé contribueront à augmenter les revenus et, ainsi, à dissuader les jeunes et leur famille de quitter leur communauté à la recherche de nourriture et de possibilités économiques.



45. Le PAM fournira aussi une assistance alimentaire et mènera des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements pour promouvoir une alimentation plus saine et contribuer à accroître la demande de produits locaux variés, ce qui permettra d'établir un lien avec l'offre accrue au titre de l'activité 3 et d'intégrer l'ensemble de la filière dans un système alimentaire résilient à dimension nutritionnelle, ce en collaboration avec les acteurs de la filière appartenant au secteur privé visés au titre de l'activité 3. De plus, le PAM renforcera les systèmes de protection sociale et les moyens des organisations communautaires pour assurer la distribution de l'assistance et favoriser des systèmes alimentaires et des possibilités de génération de revenu plus équitables et plus résilients; cela passera notamment par l'élaboration et l'application concertées à l'échelle locale de plans de perfectionnement du personnel axés sur les besoins, la collecte de données fiables et la production de données probantes (par exemple à la faveur d'analyses de la problématique femmes-hommes en milieu urbain) aux fins de la sensibilisation des responsables politiques.

### **Partenariats**

46. Le PAM collaborera étroitement avec les ministères chargés de l'agriculture, de la santé et du développement et de l'inclusion sociale, l'Institut de la conservation des forêts, le Ministère des ressources naturelles et de l'environnement et l'Institut national de formation professionnelle, ainsi qu'avec des instituts de recherche pour organiser des activités de formation spécialisée et le transfert de compétences. Les partenariats avec le secteur privé seront indispensables pour faire en sorte que les filières soient inclusives et pour pérenniser les dispositifs de création d'emplois. Le PAM se concertera avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole au sujet des initiatives relatives à la propriété foncière et à l'assistance technique dans les zones rurales, et avec l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation internationale pour les migrations pour élaborer des programmes axés sur l'entrepreneuriat et l'emploi au profit des populations vulnérables risquant d'être contraintes à la migration.

### **Hypothèses**

47. On suppose que le Gouvernement maintiendra ou élargira son appui aux projets relatifs à la résilience et renforcera l'assistance technique pour aider les producteurs à atténuer les effets des changements climatiques. Dans les zones urbaines en particulier, le PAM prévoit que les conditions de sécurité permettront de mener les activités en toute sécurité en coordination avec les organisations locales.

### **Stratégie de transition et de transfert des responsabilités**

48. Un travail sera mené avec les institutions nationales en vue de l'élaboration de plans à moyen et à long terme visant à accompagner les communautés vulnérables dans leur cheminement vers l'autonomie. De nouveaux services et produits, notamment de crédit et d'assurance, des services d'information climatologique et des possibilités d'emploi et de formation devraient être repris par le secteur privé et les partenaires gouvernementaux et maintenus dans la durée. Le PAM prévoira aussi, dans le cadre de son action, des approches de nature à transformer les relations entre les femmes et les hommes afin de faciliter un retrait et une transition efficaces.

***Effet direct 3 du plan stratégique de pays: Les populations vulnérables des zones rurales et urbaines prioritaires accèdent de manière stable et adéquate à des services et des programmes de protection sociale complets qui améliorent leur niveau de sécurité alimentaire et nutritionnelle d'ici à 2027, ce qui contribue au développement du capital humain au Honduras***

49. Le PAM favorisera le renforcement des systèmes de protection sociale destinés à étayer la sécurité alimentaire et la nutrition des populations vulnérables. Il continuera de promouvoir l'amélioration de l'accès à l'éducation et de la qualité de celle-ci par l'intermédiaire d'un programme national d'alimentation scolaire plus global ainsi que l'élargissement de l'accès à des aliments nutritifs pour contribuer plus avant à la protection et au développement du capital humain du Honduras.

***Effet direct stratégique du PAM***

50. L'effet direct 3 du PSP est harmonisé avec l'effet direct stratégique 2 du PAM (Les populations obtiennent de meilleurs résultats sur le plan de la nutrition, de la santé et de l'éducation).

***Domaine d'action privilégié***

51. L'effet direct 3 du PSP est axé sur les causes profondes.

***Harmonisation avec les priorités nationales***

52. L'effet direct 3 du PSP est harmonisé avec la priorité stratégique 3 du Plan-cadre de coopération, la loi sur l'alimentation scolaire, la loi sur la promotion et la protection de l'allaitement au sein, le Code de l'enfance et de l'adolescence, la politique nationale en matière de nutrition, la politique nationale pour la jeunesse, les orientations stratégiques 4, 5, 6 et 8 de la politique et stratégie nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle, et la feuille de route de l'initiative "Nutrition pour la croissance".

***Produits escomptés***

53. Les produits 5.1 à 5.3 et 6.1 à 6.3 permettront d'obtenir cet effet direct:

- Produit 5.1: Les filles et les garçons d'âge préscolaire ou scolaire bénéficient d'une protection sociale sous la forme de repas scolaires plus variés, qui sont distribués tout au long de l'année scolaire, subviennent à leurs besoins alimentaires essentiels et améliorent l'accès à l'éducation et la qualité de celle-ci.
- Produit 5.2: Les filles et les garçons d'âge préscolaire ou scolaire bénéficient de services en milieu scolaire et d'infrastructures renforcés qui contribuent à améliorer leur situation nutritionnelle et leur santé grâce à la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale et d'initiatives en matière de communication visant à faire évoluer la société et les comportements.
- Produit 5.3: Les parents, les enseignants et les responsables des écoles bénéficient d'activités de renforcement des capacités favorisant l'adoption de normes relatives à la nutrition, à l'égalité des sexes, aux formes de masculinité saines et à la protection concernant les enfants scolarisés.
- Produit 6.1: Les femmes enceintes ou allaitantes et les enfants de moins de 5 ans reçoivent des aliments nutritifs spécialisés et participent à des initiatives en matière d'alimentation et de nutrition visant à faire évoluer la société et les comportements, en compagnie des pères.

- Produit 6.2: Les adolescents et les jeunes exposés à des risques en matière de protection et à l'insécurité alimentaire reçoivent une assistance alimentaire et bénéficient d'initiatives visant à faire évoluer la société et les comportements qui sont de nature à transformer les relations entre les femmes et les hommes et contribuent à améliorer les pratiques qui sont les leurs dans les domaines de la santé, de l'hygiène et de la nutrition.
- Produit 6.3: Les acteurs locaux renforcent leur capacité à promouvoir des systèmes de protection sociale fonctionnant bien, notamment pour ce qui est de l'accès à des aliments nutritifs, de la prévention des risques et de la protection, de la promotion de l'égalité femmes-hommes et des formes de masculinité saines, ainsi que de l'intégration des jeunes dans la société.

### **Activités essentielles**

*Activité 5: Fournir des repas scolaires nutritifs aux filles et aux garçons d'âge préscolaire ou scolaire, tout en garantissant leur accès à la protection sociale, et renforcer le rôle des écoles en tant que lieu où sont pris en compte les besoins des enfants sur les plans de la santé, de la nutrition et de la socialisation*

54. Le PAM poursuivra sa coopération stratégique avec le Gouvernement aux fins de la mise en œuvre du programme national d'alimentation scolaire, qui associe la distribution de rations non cuisinées de base à celle de rations de produits frais, en favorisant le recours à la production locale. Conformément à ce qui est fait au titre de l'activité 3 et comme le prévoit sa politique relative aux achats locaux et régionaux de produits alimentaires, le PAM encouragera les achats auprès de petits exploitants afin d'améliorer la capacité et la présence de ceux-ci sur les marchés, et de rattacher leur production d'aliments nutritifs à la demande croissante de produits frais locaux émanant des écoles (notamment le lait, les œufs, les fruits et les légumes). Le PAM continuera de travailler avec les associations de municipalités (*mancomunidades*) pour accroître progressivement leur capacité à gérer de manière autonome l'alimentation scolaire utilisant la production locale et les achats locaux. Le PAM aura pour objectif prioritaire de travailler avec les *mancomunidades* dans lesquelles l'insécurité alimentaire est la plus forte selon la classification établie, tout en fournissant un appui technique à celles qui fonctionnent déjà de manière autonome.
55. Le PAM mènera des activités de renforcement des capacités avec les associations de parents et d'aidants, les comités chargés de l'alimentation scolaire, les enseignants et les responsables des écoles afin de promouvoir des habitudes alimentaires privilégiant les aliments nutritifs et des pratiques saines; il appuiera notamment les campagnes axées sur la surveillance nutritionnelle, la sécurité sanitaire des aliments, l'hygiène personnelle ainsi que le déparasitage et la vaccination. Le renforcement des capacités visera aussi à promouvoir l'égalité femmes-hommes, les formes de masculinité saines et les normes minimales de protection visant à établir un environnement scolaire sûr et valorisant pour les enfants, en particulier les filles. Ces mesures ont pour objet de réduire le risque de violence, notamment le harcèlement sexuel, les violences sexistes et les grossesses chez les adolescentes. En outre, le PAM promouvra l'amélioration des infrastructures de stockage des aliments et de préparation des repas dans les écoles ainsi que des installations nécessaires à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à l'hygiène.

*Activité 6: Fournir une assistance nutritionnelle et alimentaire aux populations les plus vulnérables et promouvoir l'évolution des comportements et le renforcement des capacités au profit d'une alimentation plus saine, d'une réduction des risques en matière de protection et d'une transformation positive des rôles dévolus aux deux sexes*

56. Le PAM transposera la fourniture de l'assistance à une plus grande échelle en distribuant des aliments nutritifs spécialisés aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes ainsi qu'aux enfants de moins de 5 ans, en ciblant les municipalités où la prévalence du retard de croissance est la plus forte parmi celles où les taux d'insécurité alimentaire et de malnutrition sont élevés, notamment chez les personnes autochtones et afrodescendantes. L'assistance alimentaire destinée aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes sera complétée par la distribution de suppléments en fer et en acide folique et des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements en faveur de l'adoption d'une alimentation plus saine, auxquelles les pères seront encouragés à participer. Les adolescents et les jeunes recevront trois fois par semaine une ration représentant un repas, qui comprendra des micronutriments en poudre pour prévenir l'anémie chez les adolescentes. Pour recevoir cette assistance, les bénéficiaires devront participer à des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements axées sur l'avancement des femmes et la transformation des rôles dévolus aux deux sexes, qui peuvent contribuer à réduire les violences sexistes. Les activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements encourageront aussi l'adoption de modes de vie sains, notamment pour ce qui est de l'hygiène personnelle et de régimes alimentaires plus variés et plus nutritifs. Dans la mesure du possible, le PAM associera ces initiatives aux programmes d'amélioration des compétences relevant de l'effet direct 2 du PSP, afin d'inciter les jeunes à y participer.
57. Le PAM travaillera avec des établissements universitaires pour promouvoir des initiatives visant à renforcer les capacités des acteurs locaux et continuera de prôner l'enrichissement des aliments de base et l'élaboration de politiques visant à éliminer le double fardeau de la malnutrition. Il appuiera la mise en œuvre à l'intention du personnel du Ministère de la santé de formations de haut niveau, conformément aux cibles fixées pour les indicateurs nationaux relatifs à la santé de la mère et de l'enfant. En outre, le PAM aidera les ministères concernés à mettre en place un cadre directeur pour l'assistance à apporter aux jeunes populations.

### **Partenariats**

58. Le PAM travaillera en étroite collaboration avec les ministères chargés de l'éducation, du développement et de l'inclusion sociale, de la santé (notamment les dispensaires communautaires) et de l'agriculture, avec les organisations non gouvernementales, l'Institut national des femmes, les *mancomunidades*, les établissements universitaires, et les entités des Nations Unies, y compris l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

### **Hypothèses**

59. On suppose que le Gouvernement reprendra le financement du programme national d'alimentation scolaire et des initiatives en matière de nutrition, de santé et de protection, et qu'aucune situation d'urgence de grande ampleur n'empêchera l'allocation de fonds à ces activités. On suppose également que les partenaires privés et les donateurs maintiendront ou augmenteront leur soutien financier en faveur de l'amplification de l'alimentation scolaire utilisant la production locale. En outre, les partenaires devraient appuyer la mise en œuvre des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, ainsi que des initiatives destinées à transformer les relations entre les femmes et les hommes.

### **Stratégie de transition et de transfert des responsabilités**

60. Le PAM travaillera avec de nouvelles *mancomunidades* afin d'accroître leurs capacités dans le domaine de l'alimentation scolaire utilisant la production locale de sorte qu'elles puissent fonctionner de manière autonome au bout de trois ans. En coordination avec les activités relevant de l'effet direct 4 du PSP, le PAM favorisera les possibilités de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire pour permettre au Gouvernement de tirer parti des expériences réussies dans d'autres pays en matière d'alimentation scolaire. Parallèlement, il continuera d'appuyer les institutions œuvrant dans le domaine de l'alimentation scolaire afin d'améliorer leurs capacités en matière de logistique, de suivi et d'évaluation. Le PAM fournira du matériel anthropométrique et informatique au Ministère de la santé et plaidera en faveur de la création d'une division de la nutrition en son sein.

### **Effet direct 4 du plan stratégique de pays: Le Gouvernement hondurien continue d'établir et de renforcer ses systèmes nationaux de protection sociale et sa capacité à concevoir, appliquer, suivre et évaluer des politiques et des programmes de protection sociale inclusifs, tenant compte de la nutrition et de la problématique femmes-hommes et réactifs face aux chocs, contribuant à accroître d'ici à 2027 la confiance qu'inspirent les institutions publiques à la population**

61. Le PAM s'emploiera à renforcer et à accroître la capacité qu'ont le Gouvernement et les partenaires nationaux à garantir l'existence de systèmes de protection sociale coordonnés et fonctionnant correctement. Cet effet direct du PSP concorde étroitement avec les activités de renforcement des capacités institutionnelles menées au titre des effets directs 1, 2 et 3 du PSP.

### **Effet direct stratégique du PAM**

62. L'effet direct 4 du PSP est harmonisé avec l'effet direct stratégique 4 du PAM (Les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés).

### **Domaine d'action privilégié**

63. L'effet direct 4 du PSP est axé sur les causes profondes.

### **Harmonisation avec les priorités nationales**

64. L'effet direct 4 du PSP est harmonisé avec la priorité stratégique 1 du Plan-cadre de coopération, les objectifs 1 et 4 de la Vision pour le pays (2010–2038), les orientations stratégiques 1, 3, 4, 5, 7, 8, 10 et 11 du Plan national (2010–2022) et l'orientation stratégique 11 de la politique et stratégie nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

### **Produits escomptés**

65. Les produits suivants permettront d'obtenir cet effet direct:

- Produit 7.1: Les institutions à l'échelle nationale et locale renforcent leur capacité à mettre à la disposition des populations vulnérables exposées à des inégalités socioéconomiques, géographiques et croisées des systèmes nationaux de protection sociale offrant une couverture, une adéquation et une qualité accrues, qui améliorent l'aptitude de la population à satisfaire ses besoins liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition ainsi que ses autres besoins essentiels, et contribuent à remédier aux risques, aux chocs et aux facteurs de perturbation auxquels tout un chacun est exposé tout au long de sa vie.
- Produit 7.2: Le Gouvernement hondurien participe de plus en plus à des initiatives de coopération au service de la sécurité alimentaire et nutritionnelle aux fins de la réalisation des ODD 2 et 17, notamment à la faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, avec le système des Nations Unies, le secteur privé et les organisations de la société civile.

### **Activités essentielles**

*Activité 7: Renforcer la capacité des systèmes, des politiques et des programmes de protection sociale à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à lutter contre la vulnérabilité et les inégalités pour favoriser le capital humain du Honduras*

66. Le PAM appuiera l'action menée par le Gouvernement pour améliorer et renforcer les politiques et systèmes nationaux de protection sociale, en particulier ceux qui sont axés sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le PAM concentrera ses efforts sur l'élaboration des politiques, en travaillant avec le Ministère du développement et de l'inclusion sociale et avec d'autres ministères concernés à la conception d'un système de protection sociale plus inclusif, à dimension nutritionnelle et réactif face aux chocs, le but étant de soutenir les populations vulnérables et marginalisées, y compris les groupes autochtones et afrodescendants, la communauté LGBTIQ+, les personnes handicapées et les personnes âgées. Il s'agit de promouvoir l'établissement d'un cadre juridique détaillé, le resserrement de la coordination interinstitutions et le renforcement des mécanismes opérationnels et de ceux liés à la chaîne d'approvisionnement, ainsi que l'amélioration du ciblage des bénéficiaires et de la gestion des connaissances. Le PAM continuera d'aider l'Unité technique pour la sécurité alimentaire et la nutrition à améliorer ses capacités en matière d'analyse des vulnérabilités tenant compte de la problématique femmes-hommes et de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, y compris la gestion des données, la préparation aux situations d'urgence et l'alerte rapide. Cette activité complètera les mesures prises en faveur du renforcement des capacités individuelles et institutionnelles au titre des effets directs 1, 2 et 3.
67. En outre, le PAM mènera des activités de plaidoyer et fournira une assistance technique en vue de renforcer la participation du Gouvernement aux initiatives de coopération qui contribuent à la réalisation des ODD 2 et 17, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

### **Partenariats**

68. Le PAM travaillera en étroite collaboration avec les ministères compétents, l'Unité technique pour la sécurité alimentaire et la nutrition et le Centre national de recherche et de formation pour la gestion des interventions d'urgence. Il se concertera avec les autres organismes ayant leur siège à Rome et le Bureau du Coordonnateur résident, et continuera de travailler avec le Projet d'équipe volante de spécialistes de l'égalité des genres et avec d'autres organisations dont les activités sont axées sur la problématique femmes-hommes pour faire en sorte que cette problématique soit prise en compte lors de l'élaboration des politiques.

### **Hypothèses**

69. Cet effet direct repose sur l'hypothèse que le Gouvernement continuera de prendre part aux efforts axés sur le renforcement des capacités en complétant les contributions du PAM par des ressources publiques. Il est également prévu que la situation politique soit globalement stable et que le taux de rotation du personnel des institutions soit normal.

### **Stratégie de transition et de transfert des responsabilités**

70. Le PAM transfèrera à ses partenaires dans les organismes publics des connaissances techniques, des compétences et du matériel en fonction des priorités et des besoins nationaux, contribuant ainsi progressivement à la prise en main des programmes par le Gouvernement et à son propre retrait. Le PAM encouragera la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en tant que moyen de partager les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience.

***Effet direct 5 du plan stratégique de pays: Les partenaires de premier plan au Honduras bénéficient de services efficaces toute l'année***

71. Le PAM tirera parti de son savoir-faire en matière de transferts monétaires et de chaînes d'approvisionnement pour fournir aux organismes publics, aux partenaires du réseau humanitaire et aux autres organisations des services et un appui technique visant à accroître leur capacité d'intervention et à faire en sorte de mieux répondre à leurs besoins opérationnels au profit des populations vulnérables.

***Effet direct stratégique du PAM***

72. L'effet direct 5 du PSP est harmonisé avec l'effet direct stratégique 5 du PAM (Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement sont plus efficaces et plus efficaces).

***Domaine d'action privilégié***

73. L'effet direct 5 du PSP est axé sur le renforcement de la résilience.

***Harmonisation avec les priorités nationales***

74. L'effet direct 5 du PSP est harmonisé avec la priorité stratégique 1 du Plan-cadre de coopération, l'objectif 4 de la Vision pour le pays (2010-2038) et l'orientation stratégique 11 de la politique et stratégie nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

***Produits escomptés***

75. Les produits ci-après permettront d'obtenir cet effet direct:
- Produit 8: Les partenaires au Honduras bénéficient de services de transferts monétaires efficaces.
  - Produit 9: Les partenaires au Honduras bénéficient de services d'approvisionnement efficaces.

***Activités essentielles***

*Activité 8: Fournir des services de transferts monétaires à la demande aux institutions et organisations nationales, ainsi qu'aux autres partenaires du réseau humanitaire*

76. Le PAM fournira, à la demande, des services de transferts monétaires polyvalents pour contribuer à répondre aux besoins alimentaires et non alimentaires fondamentaux des populations vulnérables. Ces services comprendront le ciblage, l'enregistrement et le suivi des données concernant les bénéficiaires. Le PAM fournira également un appui technique aux partenaires qui gèrent la fourniture de l'assistance, ce qui permettra de mener plus immédiatement des interventions d'urgence plus efficaces et de fournir aux populations touchées un soutien en continu, à l'endroit et au moment où cela sera nécessaire.

*Activité 9: Fournir aux institutions et organisations nationales ainsi qu'aux partenaires du réseau humanitaire des services à la demande liés à la chaîne d'approvisionnement afin d'élargir leur rayon d'action et de renforcer leur capacité d'intervention*

77. Conscient du nombre limité de prestataires de services communs dans le pays et de l'impérieuse nécessité de répondre aux besoins du Gouvernement, des organisations internationales, des organisations non gouvernementales et des autres partenaires, le PAM tirera parti de ses compétences spécialisées, ainsi que de ses infrastructures et systèmes en place, pour fournir des services relatifs à la chaîne d'approvisionnement et un appui technique efficaces. Il assurera la prestation de services à la demande sur une base bilatérale, notamment l'achat de produits alimentaires et non alimentaires, et fournira des services logistiques dans des domaines tels que l'entreposage, la gestion des stocks et la manutention et le transport du point d'entrée et des entrepôts jusqu'à destination. Ces services feront l'objet d'accords de services qui faciliteront le travail des partenaires

s'agissant de l'approvisionnement. Le PAM continuera de mettre à disposition sa plateforme centrale de services (Service Marketplace) pour donner accès à ses services au Honduras. Afin de mener à bien cette activité avec succès, il fera appel à tout un éventail de prestataires de services, liste qu'il actualisera régulièrement.

### **Partenariats**

78. Le PAM collaborera étroitement avec les organismes publics, les organisations nationales et internationales, le secteur privé et les autres entités qui pourraient avoir besoin de ses services.

### **Hypothèses**

79. Le PAM part du postulat que sa chaîne d'approvisionnement ne sera perturbée par aucun phénomène de grande ampleur de nature à empêcher la prestation en temps voulu des services prévus.

### **Stratégie de transition et de transfert des responsabilités**

80. Le PAM assurera un appui technique parallèlement à la prestation de services afin d'accroître la capacité des partenaires concernés, dont le Gouvernement, à fournir des services relatifs à la chaîne d'approvisionnement.

## **4. Modalités d'exécution**

### **4.1 Analyse des bénéficiaires**

81. Le PAM axera ses activités de ciblage sur les communautés les plus vulnérables face à l'insécurité alimentaire dans les zones rurales, urbaines et périurbaines, en particulier celles où la prévalence de la pauvreté est élevée et les risques de catastrophe naturelle considérables, où il existe des inégalités entre les femmes et les hommes et des violences sexistes, et où les populations autochtones et afrodescendantes sont nombreuses (voir au tableau 1 les chiffres concernant les bénéficiaires). Le PSP ne sera pas axé sur des zones géographiques en particulier mais portera sur le pays tout entier, en fonction des ressources disponibles et des besoins nationaux.
82. Le nombre de bénéficiaires de l'activité 1 est lié aux prévisions de l'IPC, et 10 pour cent de ces bénéficiaires devraient pouvoir passer chaque année à des programmes axés sur le renforcement de la résilience. Les activités 3 et 4 profiteront aux ménages pendant les périodes de disette; le ciblage sera fondé sur les prévisions de l'IPC et les municipalités et collectivités feront l'objet d'une analyse plus approfondie afin de parvenir à sélectionner les ménages les plus vulnérables, y compris ceux ciblés au titre de l'activité 1.
83. Dans le cas de l'activité 5, le nombre de bénéficiaires a été défini de manière à correspondre aux prévisions relatives à la scolarisation dans 16 des 18 départements du Honduras et sera adapté si nécessaire à la lumière des données officielles. Les bénéficiaires de l'activité 6 ont été déterminés à partir d'études menées conjointement avec le Gouvernement dans 80 municipalités où l'incidence de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition est élevée selon l'IPC et l'enquête nationale démographique et sanitaire, qui portait sur 45 municipalités. Conçus en vue de contribuer à réduire progressivement les besoins et à développer le capital humain, les effets directs du PSP sont liés entre eux et pourraient donner lieu à des recoupements au niveau des bénéficiaires. Ainsi, les bénéficiaires prévus au titre de l'effet direct 1 du PSP pourraient progressivement être amenés à participer aux activités relevant de l'effet direct 2, les petits exploitants qui bénéficient des activités menées au titre de l'effet direct 2 du PSP pourraient bénéficier des activités relatives à l'alimentation scolaire utilisant la production locale prévues au titre de l'effet direct 3, et les filles et les femmes enceintes ou allaitantes bénéficiant de l'activité 6 pourraient aussi recevoir la formation à l'entrepreneuriat relevant de l'activité 4. Des mesures de



renforcement des capacités sont prévues au titre des effets directs 1 à 4 du PSP, ce dont bénéficieront les institutions publiques s'occupant de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise, de la protection sociale, du développement socioéconomique, des organisations locales et communautaires, en particulier celles que dirigent des femmes, et des ménages vulnérables et exposés aux risques.

**TABEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS, PAR PRODUIT ET PAR ACTIVITÉ  
(TOUTES ANNÉES CONFONDUES)**

Effet direct du plan stratégique de pays	Produit	Activité	Groupe de bénéficiaires	2023	2024	2025	2026	2027	Total
1	1.1	1	Filles	75 000	67 500	54 000	37 800	22 680	<b>256 980</b>
			Garçons	70 000	63 000	50 400	35 280	21 168	<b>239 848</b>
			Femmes	65 000	58 500	46 800	32 760	19 656	<b>222 716</b>
			Hommes	40 000	36 000	28 800	20 160	12 096	<b>137 056</b>
			<b>Total</b>	<b>250 000</b>	<b>225 000</b>	<b>180 000</b>	<b>126 000</b>	<b>75 600</b>	<b>856 600</b>
2	3.1 à 3.3	3	Filles	30 000	51 000	72 000	51 000	39 000	<b>117 000</b>
			Garçons	28 000	47 600	67 200	47 600	36 400	<b>109 200</b>
			Femmes	26 000	44 200	62 400	44 200	33 800	<b>101 400</b>
			Hommes	16 000	27 200	38 400	27 200	20 800	<b>62 400</b>
			<b>Total</b>	<b>100 000</b>	<b>170 000</b>	<b>240 000</b>	<b>170 000</b>	<b>130 000</b>	<b>390 000</b>
	4.1 à 4.3	4	Filles	15 000	22 500	30 000	26 250	30 000	<b>123 750</b>
			Garçons	14 000	21 000	28 000	24 500	28 000	<b>115 500</b>
			Femmes	13 000	19 500	26 000	22 750	26 000	<b>107 250</b>
			Hommes	8 000	12 000	16 000	14 000	16 000	<b>66 000</b>
			<b>Total</b>	<b>50 000</b>	<b>75 000</b>	<b>100 000</b>	<b>87 500</b>	<b>100 000</b>	<b>412 500</b>
3	5.1 à 5.3	5	Filles	808 441	883 761	964 042	727 922	727 922	<b>1 458 221</b>
			Garçons	776 738	849 103	926 236	699 376	699 376	<b>1 401 036</b>
			Femmes	-	-	-	-	-	-
			Hommes	-	-	-	-	-	-
			<b>Total</b>	<b>1 585 179</b>	<b>1 732 864</b>	<b>1 890 278</b>	<b>1 427 298</b>	<b>1 427 298</b>	<b>2 859 257</b>
	6.1 à 6.3	6	Filles	9 871	9 870	9 870	9 870	9 870	<b>49 351</b>
			Garçons	8 474	8 475	8 475	8 475	8 475	<b>42 373</b>
			Femmes	5 949	5 949	5 949	5 949	5 949	<b>29 746</b>
			Hommes	-	-	-	-	-	-
			<b>Total</b>	<b>24 294</b>	<b>24 294</b>	<b>24 294</b>	<b>24 294</b>	<b>24 294</b>	<b>121 470</b>
<b>Total (hors chevauchement)</b>				<b>2 009 473</b>	<b>2 227 158</b>	<b>2 434 572</b>	<b>1 835 092</b>	<b>1 757 192</b>	<b>4 639 827</b>

## 4.2 Transferts

84. Les transferts de type monétaire constitueront la principale modalité de transfert utilisée par le PAM, suivis des produits alimentaires et du renforcement des capacités (voir les annexes II et III). Le PAM assurera les transferts de type monétaire de concert avec ses partenaires coopérants, et les coûts liés à la formation et aux réunions tenues avec les responsables locaux pour garantir la bonne mise en œuvre des activités feront partie des services contractuels. Le PAM fournira aux enfants en établissement préscolaire et aux écoliers du primaire une même ration en nature couvrant la plus grande partie de leurs besoins nutritionnels quotidiens, en tenant compte des habitudes alimentaires régionales. L'appui aux filières passant par la création et la remise en état d'actifs sera complété par une assistance technique, des activités de formation et du matériel permettant de réduire les pertes après récolte, d'améliorer la qualité des aliments et de renforcer l'accès aux marchés. Des activités visant à renforcer les capacités seront menées au titre des effets directs 1 à 4 du PSP.

## 4.3 Capacités du bureau de pays et profil du personnel

85. Le PAM œuvre au Honduras depuis 1970 et intervient actuellement dans les 18 départements du pays. Il a un bureau national central à Tegucigalpa et six bureaux de terrain situés dans les départements d'Atlántida, Gracias a Dios, Cortés, Copán, Comayagua et Choluteca, et il prévoit d'ouvrir un nouveau bureau de terrain à Olancho. Le personnel du PAM est multidisciplinaire, multinational et doté des compétences voulues pour répondre aux besoins du pays. Compte tenu de l'expansion de ses opérations et de sa stratégie régionale de transposition des activités à plus grande échelle, le bureau de pays accroîtra les moyens dont il dispose en fonction des besoins; de nouveaux postes ont été prévus au budget dans les domaines conditionnant la bonne mise en œuvre du PSP.

## 4.4 Partenariats

86. Le PAM travaillera en étroite coordination avec les institutions honduriennes aux niveaux local et national, celles-ci jouant un rôle clé lorsqu'il s'agit de plaider en faveur de la mise en place d'un cadre global pour la pérennisation des systèmes alimentaires et des dispositifs de protection sociale ainsi que des politiques relatives à la nutrition. Les partenariats avec les institutions financières internationales seront eux aussi au cœur de ces travaux axés sur la protection sociale.
87. Le PAM se coordonnera avec la COPECO en ce qui concerne les activités se rapportant aux situations d'urgence et avec le Ministère du développement et de l'inclusion sociale ainsi que le Ministère de l'éducation au sujet du programme national d'alimentation scolaire. Les activités relatives à la nutrition seront mises en œuvre en coopération avec le Ministère de la santé et l'Unité technique pour la sécurité alimentaire et la nutrition, et le PAM assurera principalement la coordination des activités axées sur le renforcement de la résilience avec les ministères chargés de l'agriculture et de l'élevage, de l'emploi et de la sécurité sociale, et de l'environnement et des ressources naturelles, ainsi qu'avec l'Institut de la conservation des forêts. Les *mancomunidades* continueront de jouer un rôle essentiel dans le recensement des groupes vulnérables, la mobilisation des populations locales et la conception d'interventions adaptées au contexte main dans la main avec les spécialistes du PAM. La coordination des activités relatives à la problématique femmes-hommes sera assurée avec l'Institut national des femmes.

88. Le PAM s'emploiera à renforcer les partenariats existants avec les donateurs internationaux et à élargir les possibilités de partenariats avec des donateurs non habituels, des institutions financières internationales, des entités privées locales et internationales, des organisations de la société civile (dont des organisations de défense des droits des femmes) et des établissements universitaires, afin d'obtenir des effets s'inscrivant dans le temps, notamment la mise en place d'un dispositif de financement pluriannuel diversifié et durable. Les partenariats avec des entreprises privées seront déterminants pour promouvoir la création d'emplois et une alimentation saine dans les zones urbaines. En outre, le PAM soutiendra la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire pour renforcer les systèmes nationaux de protection sociale compte tenu des bonnes pratiques. Il contribuera également activement à la mise en œuvre des feuilles de route et des engagements adoptés au cours du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et du sommet consacré à la nutrition pour la croissance, tous deux tenus en 2021.
89. Lors de la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération, le PAM se concertera avec les entités des Nations Unies, selon l'approche du triple lien, pour rechercher des complémentarités avec les activités du PSP, en particulier avec les autres organismes ayant leur siège à Rome, et pour contribuer à rendre les communautés plus sûres ainsi qu'à réduire les facteurs à l'origine de la migration forcée. En outre, il continuera de mener avec des établissements universitaires des activités axées sur la sensibilisation aux politiques publiques, la production de données probantes, le développement des compétences numériques et l'esprit d'entreprise. Une importance particulière sera accordée à la collaboration aux fins de l'organisation de sessions de formation aux questions de nutrition et de stages pour étudiants portant sur les services communautaires de nutrition.

## **5. Gestion de la performance et évaluation**

### **5.1 Modalités de suivi et d'évaluation**

90. Le PAM mettra en œuvre un système de suivi et d'évaluation tenant compte de la problématique femmes-hommes et reposant sur le cadre logique. Les contrôleurs de terrain du PAM utiliseront des appareils mobiles de collecte de données pour recueillir des données de référence ventilées par sexe et par âge auprès des personnes et des ménages ciblés, et pour détecter les changements notables survenant dans la vie des femmes, des hommes, des filles et des garçons. Le PAM utilisera COMET, sa plateforme numérique pour la gestion des données concernant les bénéficiaires et des transferts et le Système d'appui à la gestion logistique pour collecter des informations aux fins du suivi, de l'élaboration des rapports annuels et du perfectionnement des programmes, et pour garantir le respect de l'obligation de rendre compte et la transparence dans le domaine de la production de données probantes. Il communiquera selon qu'il conviendra les résultats sur le portail UN INFO. En coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies, le PAM aidera les pouvoirs publics à assurer le suivi des progrès accomplis sur la voie de la réalisation des cibles des ODD visées au titre du Plan-cadre de coopération.
91. En menant des enquêtes auprès des ménages et en s'entretenant directement avec les bénéficiaires, le PAM évaluera l'efficacité de l'assistance alimentaire à l'aune des cibles fixées en matière de nutrition, de protection, de résilience en milieu rural et urbain, d'égalité femmes-hommes, d'avancement des femmes et d'accès à l'éducation. Les progrès réalisés dans le domaine du renforcement des capacités seront évalués lors d'ateliers multipartites et l'analyse quantitative des données sera enrichie grâce à des démarches qualitatives prévoyant notamment l'examen des programmes. Un examen à mi-parcours indépendant sera mené en 2025 et une évaluation finale du PSP aura lieu en 2026. Viendront les compléter des évaluations décentralisées de la mise en œuvre de l'approche du triple lien et du renforcement des capacités en général, en 2024 et en 2027. Le PAM continuera de mettre des mécanismes de réclamation et de remontée de l'information à la disposition des

bénéficiaires, et il établira des données de référence pour chaque effet direct afin de permettre le suivi des progrès accomplis tout au long de la mise en œuvre du PSP.

## 5.2 Gestion des risques

### *Risques stratégiques*

92. Le PSP a été élaboré parallèlement à la transition qui s'est opérée avec la mise en place d'un nouveau gouvernement, ce qui a suscité des incertitudes concernant l'évolution possible des priorités politiques et du soutien apporté à certains programmes; toutefois, le PAM s'étant concerté dès le départ avec les responsables de la transition, le PSP est en harmonie avec les priorités du nouveau Gouvernement et celles du Plan-cadre de coopération. Le Honduras est exposé à des catastrophes naturelles dont l'intensité et la fréquence sont aggravées par les changements climatiques. Le PAM collabore étroitement avec les institutions nationales chargées de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise et il continuera de faire concorder son action avec la leur et de mener conjointement avec elles des initiatives axées sur le renforcement des capacités.
93. Les inégalités entre les femmes et les hommes restent très répandues, ce qui ne facilite pas la promotion d'interventions visant à transformer les relations entre les sexes. Ainsi que le prévoit sa politique en matière de problématique femmes-hommes<sup>62</sup>, le PAM prendra les mesures nécessaires pour promouvoir l'égalité des sexes et l'avancement des femmes, mènera des interventions inclusives, protégera les femmes et les filles et évitera de nuire aux populations vulnérables. À cet égard, il s'attachera à ne pas alourdir la charge de travail des femmes, qui assument déjà la majeure partie des travaux domestiques. Le Honduras étant un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, il est difficile d'obtenir des donateurs qu'ils allouent des financements pluriannuels, en particulier en faveur des activités axées sur la résilience et le développement à moyen et à long terme. Le PAM s'est donc concerté très tôt avec les donateurs gouvernementaux et les institutions financières internationales afin de tenir compte de leurs priorités et observations dans le PSP et de renforcer la coordination et l'échange d'informations.

### *Risques opérationnels*

94. Les conditions de sécurité au Honduras exposent les bénéficiaires et le personnel, en particulier les femmes et les filles, à des risques considérables. Le PAM continuera de coopérer étroitement avec les forces de l'ordre locales et pendant la conception des programmes, il procèdera à des évaluations de la sécurité, en particulier dans les zones urbaines. S'agissant des transferts de type monétaire, afin d'atténuer les risques liés aux capacités des fournisseurs, le PAM établira une liste de ceux qui remplissent les conditions requises, auxquels il fournira une assistance technique si leurs systèmes le nécessitent. Il recherchera d'autres fournisseurs pour les principaux produits de base qui lui sont nécessaires et étudiera les options envisageables pour prépositionner des vivres lorsque la situation le permet. En outre, il reverra régulièrement son plan d'achats pour atténuer les ruptures d'approvisionnement entraînées par les crises qui secouent actuellement la planète.
95. Le PAM veillera à ce que son action n'ait aucune répercussion sur les bénéficiaires en appliquant sa politique de protection humanitaire, qui prévoit la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles ainsi que la lutte contre la propagation de la COVID-19. Dans le cadre de tous les programmes, les données des bénéficiaires seront protégées, les stratégies de ciblage permettront d'éviter la discrimination et certains des sites seront accessibles aux personnes handicapées. Le PAM dispensera une formation en

---

<sup>62</sup> "Politique du PAM en matière de problématique femmes-hommes de 2022" (WFP/EB.1/2022/4-B/Rev.1).

matière de sûreté et de sécurité aux acteurs concernés et garantira la transparence et le respect de l'obligation de rendre compte dans le cadre de ses opérations.

### ***Risques fiduciaires***

96. Le PAM prendra toutes les mesures nécessaires pour former son personnel et ses partenaires de manière à prévenir les pratiques susceptibles de porter atteinte aux bénéficiaires, de saper la confiance qu'inspire le PAM et de nuire à son image de marque. Afin d'atténuer les risques de corruption, le PAM dispensera une formation consacrée à la lutte contre la fraude et la corruption et contrôlera la fourniture de l'assistance aux bénéficiaires.

### ***Risques financiers***

97. La réglementation financière au Honduras est conforme aux normes internationales; toutefois, il est possible que des flambées des prix des produits de base et du pétrole se produisent pendant la mise en œuvre du PSP en raison des crises en cours dans le monde. Le PAM a atténué ce risque en tenant compte des prévisions concernant l'inflation lors de l'élaboration de son budget.

## **5.3 Garanties sociales et environnementales**

98. Les opérations que mène le PAM doivent s'inscrire dans le cadre pour la durabilité environnementale et sociale dont il s'est doté, qui prévoit la mise en œuvre d'un système de gestion environnementale accordant la priorité à cinq domaines d'action: gestion des déchets et de l'eau, efficacité énergétique, achats durables, solutions d'organisation de réunions numériques pour réduire les émissions liées au transport aérien, et formation et sensibilisation. Lors de la mise en œuvre du PSP, le PAM formera son personnel et ses partenaires pour veiller à ce que le cadre soit appliqué dans l'ensemble de ses domaines d'activité et secteurs de l'administration ainsi que dans tous les projets qu'il finance. L'ensemble des activités du PSP seront analysées afin d'éviter de nuire involontairement à l'environnement, aux bénéficiaires et à tout autre groupe de la population, et de maximiser les avantages que présentent les activités du PAM pour l'environnement social. Le PAM fera tout son possible pour que les biens et services achetés aux fins de la mise en œuvre du PSP proviennent de fournisseurs socialement et écologiquement responsables, en s'assurant qu'ils respectent les normes établies par lui. Le bureau de pays rendra compte de la mise en œuvre du cadre pour la durabilité environnementale et sociale dans l'ensemble de ses domaines d'activité et secteurs de l'administration.

## **6. Des ressources axées sur les résultats**

### **6.1 Budget du portefeuille de pays**

99. Le budget de portefeuille de pays s'élève à 634 635 721 dollars; ce montant tient compte de la croissance du portefeuille d'activités relatives à la préparation aux situations d'urgence et aux interventions en cas de crise, de la multiplication des activités liées à la résilience en milieu rural et urbain et du renforcement des programmes nationaux d'alimentation scolaire et de nutrition. Dans le budget, il est prévu de ventiler les fonds comme suit: 16,7 pour cent aux interventions face aux crises au titre de l'effet direct 1 du PSP, 36,8 pour cent au renforcement de la résilience au titre des effets directs 2 et 5 du PSP, et 46,5 pour cent aux causes profondes au titre des effets directs 3 et 4 du PSP. Les coûts afférents aux activités relatives à la problématique femmes-hommes représentent 5,6 pour cent du budget.

<b>TABLEAU 2: BUDGET DU PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)</b>							
<b>Effet direct du plan stratégique de pays</b>	<b>Activité</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>	<b>2027</b>	<b>Total</b>
1	1	29 063 906	26 302 236	21 205 523	15 347 248	9 687 358	<b>101 651 272</b>
	2	1 065 594	764 523	790 779	906 580	948 032	<b>4 475 508</b>
2	3	18 370 112	31 214 613	44 044 706	32 758 900	25 112 741	<b>151 501 070</b>
	4	8 724 915	12 600 504	16 745 326	14 755 804	17 014 954	<b>69 841 504</b>
3	5	50 264 705	63 041 605	75 295 269	43 901 042	45 320 720	<b>277 823 341</b>
	6	2 516 381	2 668 636	2 590 400	2 654 843	2 680 090	<b>13 110 349</b>
4	7	1 060 597	883 896	805 424	724 055	773 925	<b>4 247 898</b>
5	8	793 238	791 171	792 315	802 268	803 159	<b>3 982 152</b>
	9	1 596 582	1 589 545	1 590 305	1 610 643	1 615 552	<b>8 002 627</b>
<b>Total</b>		<b>113 456 030</b>	<b>139 856 730</b>	<b>163,905,047</b>	<b>113 461 383</b>	<b>103 956 531</b>	<b>634 635 721</b>

## 6.2 Perspectives et stratégie de financement

100. Les perspectives de financement sont solides et devraient permettre de financer le PSP à hauteur de 66 pour cent. Elles s'appuient sur les tendances et projections passées et tiennent compte des donateurs ordinaires et des discussions récentes. Le PAM s'est concerté avec le Gouvernement, les donateurs bilatéraux, les institutions financières internationales et les partenaires du secteur privé pour harmoniser les priorités et étudier et renforcer les possibilités de collaboration. En cas d'importants déficits de financement, la priorité sera accordée aux interventions face aux crises et aux activités se rapportant aux causes profondes.
101. Le nouveau PSP prévoyant notamment une intensification marquée des activités, les efforts menés pour mobiliser des ressources auront également pour objet de diversifier la base de donateurs du PAM afin que celui-ci dispose de davantage de ressources et de financements plus souples et pluriannuels. Cette intensification correspond aussi à la stratégie visant à amplifier la mobilisation de ressources par le PAM aux niveaux régional et national. Le plan d'action du bureau de pays en matière de partenariat guidera la stratégie de mobilisation des ressources, qui comprendra des activités visant à exploiter les partenariats existants et à les étoffer, ainsi qu'à rechercher des financements auprès de nouveaux donateurs, notamment les donateurs gouvernementaux non habituels, les institutions financières internationales, les banques régionales et les entités du secteur privé, afin de parvenir à instaurer un dispositif stable et robuste de financement, en place pendant toute la mise en œuvre du PSP.

## ANNEXE I

## CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE HONDURAS (JANVIER 2023–DÉCEMBRE 2027)

## ODD 2: Faim zéro

## Cible 1 de l'ODD 2: Accès à l'alimentation

**Effet direct 1 du plan stratégique de pays: Les populations touchées par une crise satisfont leurs besoins essentiels en matière de sécurité alimentaire et de nutrition avant, pendant et après les situations d'urgence et voient s'accroître leur résilience et leur capacité à faire face aux futurs chocs climatiques et autres crises à venir, ce qui réduit leur vulnérabilité**

Effet direct stratégique 1: Les populations sont mieux à même de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Tient  
compte de  
la nutrition

## Hypothèses

On suppose que le Gouvernement conservera ou améliorera sa capacité de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, notamment le financement destiné aux comités d'urgence municipaux et locaux, et que le texte de la nouvelle loi sur le système national de gestion des risques qui sera approuvé comportera des dispositions donnant la priorité aux populations vulnérables et marginalisées, prévoyant leur protection et favorisant le relèvement dans le souci de la problématique femmes-hommes ainsi que l'adoption de mesures d'anticipation

## Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondées sur la consommation, indice réduit des stratégies de survie

Capacité économique à satisfaire les besoins essentiels

Indice des capacités en matière de préparation aux situations d'urgence

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence visant à satisfaire les besoins essentiels

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence visant à parvenir à la sécurité alimentaire

## Activités et produits

### **1. Fournir aux populations les plus vulnérables touchées par une crise une assistance d'urgence réactive face aux chocs, qui tienne compte de la problématique femmes-hommes et de la nutrition, afin de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels et autres besoins essentiels et de faciliter un relèvement rapide (1.2 Transferts de ressources non assortis de conditions)**

1.1 Les populations vulnérables et exposées aux risques ainsi que les populations touchées par des chocs, des catastrophes et d'autres crises reçoivent une assistance alimentaire et sociale qui répond à leurs besoins alimentaires et nutritionnels et autres besoins essentiels, compte tenu de la vulnérabilité et de caractéristiques telles que le sexe et l'âge, avant, pendant et après une situation d'urgence (Catégorie de produit B: Aliments nutritifs fournis. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

1.1 Les populations vulnérables et exposées aux risques ainsi que les populations touchées par des chocs, des catastrophes et d'autres crises reçoivent une assistance alimentaire et sociale qui répond à leurs besoins alimentaires et nutritionnels et autres besoins essentiels, compte tenu de la vulnérabilité et de caractéristiques telles que le sexe et l'âge, avant, pendant et après une situation d'urgence (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

1.1 Les populations vulnérables et exposées aux risques ainsi que les populations touchées par des chocs, des catastrophes et d'autres crises reçoivent une assistance alimentaire et sociale qui répond à leurs besoins alimentaires et nutritionnels et autres besoins essentiels, compte tenu de la vulnérabilité et de caractéristiques telles que le sexe et l'âge, avant, pendant et après une situation d'urgence (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)

### **2. Renforcer les capacités de préparation aux situations d'urgence, de planification et d'intervention tenant compte des enjeux climatiques, y compris la capacité à prendre des mesures d'anticipation et à se relever, des communautés vulnérables et exposées aux risques et des acteurs locaux à la faveur d'une démarche tenant compte de la problématique femmes-hommes, ce qui ouvrira la voie au renforcement de la résilience (1.1: Préparation aux situations d'urgence et action immédiate)**

2.1: Les acteurs locaux ont des moyens accrus en matière de planification, de préparation et d'intervention en cas d'urgence, notamment pour ce qui est des mesures d'anticipation et des protocoles de réduction et de gestion des risques tenant compte de la problématique femmes-hommes (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 1.1: Les populations touchées par une crise qui se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ont accès à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire, à des actifs remis en état et à des services pour satisfaire leurs besoins alimentaires urgents)



## Cible 2 de l'ODD 2: Élimination de la malnutrition

**Effet direct 3 du plan stratégique de pays: Les populations vulnérables des zones rurales et urbaines prioritaires accèdent de manière stable et adéquate à des services et des programmes de protection sociale complets qui améliorent leur niveau de sécurité alimentaire et nutritionnelle d'ici à 2027, ce qui contribue au développement du capital humain au Honduras**

Effet direct stratégique 2: Les populations obtiennent de meilleurs résultats sur le plan de la nutrition, de la santé et de l'éducation

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Tient compte de la nutrition

## Hypothèses

On suppose que le Gouvernement reprendra le financement du programme national d'alimentation scolaire et des initiatives en matière de nutrition, de santé et de protection, et qu'aucune situation d'urgence de grande ampleur n'empêchera l'allocation de fonds à ces activités. On suppose également que les partenaires privés et les donateurs maintiendront ou augmenteront leur soutien financier en faveur de l'amplification de l'alimentation scolaire utilisant la production locale.

## Indicateurs d'effet direct

Variation annuelle du taux de scolarisation

Taux de fréquentation scolaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Taux d'obtention de diplôme/

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire pour les femmes et les filles en âge de procréer

Nombre d'interventions complémentaires en faveur de la santé et de la nutrition à l'école que le PAM mène parallèlement à ses activités d'alimentation scolaire

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale concernant la santé et la nutrition à l'école, y compris l'alimentation scolaire, qui ont été renforcés ou élaborés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités ou de sensibilisation

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population remplissant les conditions requises qui bénéficie d'un programme de prévention nutritionnel (couverture)

Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (observance)

Taux de poursuite des études/taux d'abandon des études (par niveau)

## Activités et produits

### **5. Fournir des repas scolaires nutritifs aux filles et aux garçons d'âge préscolaire ou scolaire, tout en garantissant leur accès à la protection sociale, et renforcer le rôle des écoles en tant que lieu où sont pris en compte les besoins des enfants sur les plans de la santé, de la nutrition et de la socialisation (1.5: Programmes en milieu scolaire)**

5.3 Les parents, les enseignants et les responsables des écoles bénéficient d'activités de renforcement des capacités favorisant l'adoption de normes relatives à la nutrition, à l'égalité des sexes, aux formes de masculinité saines et à la protection concernant les enfants scolarisés (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 2.3 Les enfants et les adolescents d'âge scolaire ont accès à des ensembles d'activités en faveur de la santé et de la nutrition en milieu scolaire)

5.2 Les filles et les garçons d'âge préscolaire ou scolaire bénéficient de services en milieu scolaire et d'infrastructures renforcés qui contribuent à améliorer leur situation nutritionnelle et leur santé grâce à la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale et d'initiatives en matière de communication visant à faire évoluer la société et les comportements (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 2.3 Les enfants et les adolescents d'âge scolaire ont accès à des ensembles d'activités en faveur de la santé et de la nutrition en milieu scolaire)

5.2 Les filles et les garçons d'âge préscolaire ou scolaire bénéficient de services en milieu scolaire et d'infrastructures renforcés qui contribuent à améliorer leur situation nutritionnelle et leur santé grâce à la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale et d'initiatives en matière de communication visant à faire évoluer la société et les comportements (Catégorie de produit E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard 2.3 Les enfants et les adolescents d'âge scolaire ont accès à des ensembles d'activités en faveur de la santé et de la nutrition en milieu scolaire)

5.2 Les filles et les garçons d'âge préscolaire ou scolaire bénéficient de services en milieu scolaire et d'infrastructures renforcés qui contribuent à améliorer leur situation nutritionnelle et leur santé grâce à la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale et d'initiatives en matière de communication visant à faire évoluer la société et les comportements (Catégorie de produit F: Petits exploitants agricoles bénéficiant d'un appui. Produit standard 2.3 Les enfants et les adolescents d'âge scolaire ont accès à des ensembles d'activités en faveur de la santé et de la nutrition en milieu scolaire)

5.2 Les filles et les garçons d'âge préscolaire ou scolaire bénéficient de services en milieu scolaire et d'infrastructures renforcés qui contribuent à améliorer leur situation nutritionnelle et leur santé grâce à la mise en œuvre de programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale et d'initiatives en matière de communication visant à faire évoluer la société et les comportements (Catégorie de produit N: Alimentation scolaire assurée. Produit standard 2.3 Les enfants et les adolescents d'âge scolaire ont accès à des ensembles d'activités en faveur de la santé et de la nutrition en milieu scolaire)

5.1 Les filles et les garçons d'âge préscolaire ou scolaire bénéficient d'une protection sociale sous la forme de repas scolaires plus variés, qui sont distribués tout au long de l'année scolaire, subviennent à leurs besoins alimentaires essentiels et améliorent l'accès à l'éducation et la qualité de celle-ci (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 2.3: Les enfants et les adolescents d'âge scolaire ont accès à des ensembles d'activités en faveur de la santé et de la nutrition en milieu scolaire)

5.1 Les filles et les garçons d'âge préscolaire ou scolaire bénéficient d'une protection sociale sous la forme de repas scolaires plus variés, qui sont distribués tout au long de l'année scolaire, subviennent à leurs besoins alimentaires essentiels et améliorent l'accès à l'éducation et la qualité de celle-ci (Catégorie de produit N: Alimentation scolaire assurée. Produit standard 2.3 Les enfants et les adolescents d'âge scolaire ont accès à des ensembles d'activités en faveur de la santé et de la nutrition en milieu scolaire)

**6. Fournir une assistance nutritionnelle et alimentaire aux populations les plus vulnérables et promouvoir l'évolution des comportements et le renforcement des capacités au profit d'une alimentation plus saine, d'une réduction des risques en matière de protection et d'une transformation positive des rôles dévolus aux deux sexes (1.3: Programme de prévention de la malnutrition)**

6.2 Les adolescents et les jeunes exposés à des risques en matière de protection et à l'insécurité alimentaire reçoivent une assistance alimentaire et bénéficient d'initiatives visant à faire évoluer la société et les comportements qui sont de nature à transformer les relations entre les femmes et les hommes et contribuent à améliorer les pratiques qui sont les leurs dans les domaines de la santé, de l'hygiène et de la nutrition (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 2.2: Les enfants, les filles et les femmes enceintes et les jeunes mères ainsi que d'autres populations vulnérables sur le plan nutritionnel bénéficient de programmes qui visent à prévenir et à traiter la malnutrition et à améliorer le régime alimentaire)

6.2 Les adolescents et les jeunes exposés à des risques en matière de protection et à l'insécurité alimentaire reçoivent une assistance alimentaire et bénéficient d'initiatives visant à faire évoluer la société et les comportements qui sont de nature à transformer les relations entre les femmes et les hommes et contribuent à améliorer les pratiques qui sont les leurs dans les domaines de la santé, de l'hygiène et de la nutrition (Catégorie de produit B: Aliments nutritifs fournis. Produit standard 2.2: Les enfants, les filles et les femmes enceintes et les jeunes mères ainsi que d'autres populations vulnérables sur le plan nutritionnel bénéficient de programmes qui visent à prévenir et à traiter la malnutrition et à améliorer le régime alimentaire)

6.2 Les adolescents et les jeunes exposés à des risques en matière de protection et à l'insécurité alimentaire reçoivent une assistance alimentaire et bénéficient d'initiatives visant à faire évoluer la société et les comportements qui sont de nature à transformer les relations entre les femmes et les hommes et contribuent à améliorer les pratiques qui sont les leurs dans les domaines de la santé, de l'hygiène et de la nutrition (Catégorie de produit E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard 2.2: Les enfants, les filles et les femmes enceintes et les jeunes mères ainsi que d'autres populations vulnérables sur le plan nutritionnel bénéficient de programmes qui visent à prévenir et à traiter la malnutrition et à améliorer le régime alimentaire)

6.3 Les acteurs locaux renforcent leur capacité à promouvoir des systèmes de protection sociale fonctionnant bien, notamment pour ce qui est de l'accès à des aliments nutritifs, de la prévention des risques et de la protection, de la promotion de l'égalité femmes-hommes et des formes de masculinité saines, ainsi que de l'intégration des jeunes dans la société (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 2.1: Les populations en situation d'insécurité alimentaire accèdent plus facilement et plus durablement à des aliments nutritifs, à une assistance de type monétaire et à des compétences et à des services nouveaux ou améliorés pour satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels)

6.1 Les femmes enceintes ou allaitantes et les enfants de moins de 5 ans reçoivent des aliments nutritifs spécialisés et participent à des initiatives en matière d'alimentation et de nutrition visant à faire évoluer la société et les comportements, en compagnie des pères (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 2.2: Les enfants, les filles et les femmes enceintes et les jeunes mères ainsi que d'autres populations vulnérables sur le plan nutritionnel bénéficient de programmes qui visent à prévenir et à traiter la malnutrition et à améliorer le régime alimentaire)

6.1 Les femmes enceintes ou allaitantes et les enfants de moins de 5 ans reçoivent des aliments nutritifs spécialisés et participent à des initiatives en matière d'alimentation et de nutrition visant à faire évoluer la société et les comportements, en compagnie des pères (Catégorie de produit B: Aliments nutritifs fournis. Produit standard 2.2: Les enfants, les filles et les femmes enceintes et les jeunes mères ainsi que d'autres populations vulnérables sur le plan nutritionnel bénéficient de programmes qui visent à prévenir et à traiter la malnutrition et à améliorer le régime alimentaire)

6.1 Les femmes enceintes ou allaitantes et les enfants de moins de 5 ans reçoivent des aliments nutritifs spécialisés et participent à des initiatives en matière d'alimentation et de nutrition visant à faire évoluer la société et les comportements, en compagnie des pères (Catégorie de produit E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard 2.2: Les enfants, les filles et les femmes enceintes et les jeunes mères ainsi que d'autres populations vulnérables sur le plan nutritionnel bénéficient de programmes qui visent à prévenir et à traiter la malnutrition et à améliorer le régime alimentaire)

#### **Cible 4 de l'ODD 2: Systèmes alimentaires durables**

**Effet direct 2 du plan stratégique de pays: Les populations vulnérables dans les zones rurales et urbaines prioritaires, y compris celles qui ont récemment été touchées par des situations d'urgence, se dotent de moyens d'existence et les renforcent et s'assurent des revenus plus élevés, plus stables et plus réguliers, ce qui contribue à l'amélioration de leur sécurité alimentaire et de leur état nutritionnel et rend les systèmes alimentaires durables et résilients face aux changements climatiques tout au long de l'année**

Effet direct stratégique 3: Les populations disposent de moyens d'existence améliorés et durables

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Tient  
compte de  
la nutrition

#### **Hypothèses**

On suppose que le Gouvernement maintiendra ou élargira son appui aux projets relatifs à la résilience et renforcera l'assistance technique pour aider les producteurs à atténuer les effets des changements climatiques. Dans les zones urbaines en particulier, le PAM prévoit que les conditions de sécurité permettront de mener les activités en toute sécurité en coordination avec les organisations locales.

#### **Indicateurs d'effet direct**

Score évaluant l'avantage de l'adaptation aux changements climatiques

Score évaluant les capacités de résilience face aux changements climatiques

Indice des stratégies de survie fondées sur la consommation, indice réduit des stratégies de survie

Capacité économique à satisfaire les besoins essentiels

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence visant à satisfaire les besoins essentiels

Stratégies de survie fondées sur les moyens d'existence visant à parvenir à la sécurité alimentaire

Pourcentage de petits exploitants agricoles ciblés faisant état d'une augmentation de la production de cultures nutritives

Pourcentage de petits exploitants agricoles ciblés vendant leur production par l'intermédiaire de regroupements de producteurs appuyés par le PAM

Pourcentage de la population des communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration des moyens d'existence

Proportion de la population des communautés ciblées faisant état d'avantages sur le plan de l'environnement

Valeur et quantité des produits vendus par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

### **Activités et produits**

#### **3. Fournir une assistance alimentaire et technique aux populations rurales vulnérables et un appui aux systèmes de protection sociale et aux acteurs locaux afin de mettre en place des moyens d'existence pour les populations rurales vulnérables et de renforcer ceux qui existent, ainsi que de rendre leurs systèmes alimentaires plus durables, plus diversifiés et plus résilients face aux changements climatiques et aux crises pluridimensionnelles (1.8: Programmes d'appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants)**

3.3 Les acteurs locaux renforcent leur capacité à accroître la résilience et la durabilité des systèmes alimentaires, en adoptant des approches tenant compte de la problématique femmes-hommes et de la nutrition (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 3.1: Les individus et les communautés ont accès à des actifs productifs leur permettant de mieux faire face aux chocs et aux facteurs de perturbation)

3.2 Les populations rurales, en particulier les femmes et les jeunes, ont davantage de capacités pour produire des aliments nutritifs, disposent d'associations d'agriculteurs compétitives et jouissent d'un meilleur accès aux marchés grâce à des filières inclusives et durables, et elles bénéficient d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements qui ont pour objectif de les amener à adopter un régime alimentaire plus nutritif et à procéder à une répartition plus équitable des rôles entre les femmes et les hommes (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

3.2 Les populations rurales, en particulier les femmes et les jeunes, ont davantage de capacités pour produire des aliments nutritifs, disposent d'associations d'agriculteurs compétitives et jouissent d'un meilleur accès aux marchés grâce à des filières inclusives et durables, et elles bénéficient d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements qui ont pour objectif de les amener à adopter un régime alimentaire plus nutritif et à procéder à une répartition plus équitable des rôles entre les femmes et les hommes (Catégorie de produit D: Actifs créés. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

3.2 Les populations rurales, en particulier les femmes et les jeunes, ont davantage de capacités pour produire des aliments nutritifs, disposent d'associations d'agriculteurs compétitives et jouissent d'un meilleur accès aux marchés grâce à des filières inclusives et durables, et elles bénéficient d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

3.2 Les populations rurales, en particulier les femmes et les jeunes, ont davantage de capacités pour produire des aliments nutritifs, disposent d'associations d'agriculteurs compétitives et jouissent d'un meilleur accès aux marchés grâce à des filières inclusives et durables, et elles bénéficient d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements qui ont pour objectif de les amener à adopter un régime alimentaire plus nutritif et à procéder à une répartition plus équitable des rôles entre les femmes et les hommes (Catégorie de produit F: Petits exploitants agricoles bénéficiant d'un appui. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

3.1 Les populations rurales disposent de moyens d'existence durables, équitables et variés, et bénéficient d'un accès à des mécanismes de relèvement rapide, d'une protection sociale, d'actifs résilients face aux changements climatiques, d'écosystèmes restaurés et protégés, d'un accès équitable à la terre, ainsi que de services et de produits financiers et climatologiques inclusifs qui leur permettent de gérer plus efficacement les risques climatiques et de mieux s'y adapter (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

3.1 Les populations rurales disposent de moyens d'existence durables, équitables et variés, et bénéficient d'un accès à des mécanismes de relèvement rapide, d'une protection sociale, d'actifs résilients face aux changements climatiques, d'écosystèmes restaurés et protégés, d'un accès équitable à la terre, ainsi que de services et de produits financiers et climatologiques inclusifs qui leur permettent de gérer plus efficacement les risques climatiques et de mieux s'y adapter (Catégorie de produit D: Actifs créés. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

3.1 Les populations rurales disposent de moyens d'existence durables, équitables et variés, et bénéficient d'un accès à des mécanismes de relèvement rapide, d'une protection sociale, d'actifs résilients face aux changements climatiques, d'écosystèmes restaurés et protégés, d'un accès équitable à la terre, ainsi que de services et de produits financiers et climatologiques inclusifs qui leur permettent de gérer plus efficacement les risques climatiques et de mieux s'y adapter (Catégorie de produit F: Petits exploitants agricoles bénéficiant d'un appui. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

3.1 Les populations rurales disposent de moyens d'existence durables, équitables et variés, et bénéficient d'un accès à des mécanismes de relèvement rapide, d'une protection sociale, d'actifs résilients face aux changements climatiques, d'écosystèmes restaurés et protégés, d'un accès équitable à la terre, ainsi que de services et de produits financiers et climatologiques inclusifs qui leur permettent de gérer plus efficacement les risques climatiques et de mieux s'y adapter (Catégorie de produit G: Compétences, capacités et services utilisés pour mettre en place des moyens d'existence adaptés aux changements climatiques. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

**4. Fournir une assistance alimentaire et technique aux populations urbaines vulnérables et un appui aux systèmes de protection sociale et aux acteurs locaux afin de promouvoir les dispositifs de création d'emplois et d'augmenter les revenus des populations urbaines vulnérables, en vue de contribuer à leur sécurité alimentaire et à leur résilience face aux chocs extérieurs (1.7: Acquisition de compétences et création de moyens d'existence au niveau des individus et des ménages)**

4.3 Les acteurs locaux renforcent leur capacité à promouvoir une protection sociale plus inclusive, plus équitable et plus réactive face aux chocs en milieu urbain et des systèmes alimentaires résilients, ainsi qu'à favoriser des possibilités de génération de revenu de qualité (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

4.1 Les populations urbaines améliorent leurs compétences entrepreneuriales et professionnelles et tirent parti de dispositifs de création d'emplois décents (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

4.1 Les populations urbaines améliorent leurs compétences entrepreneuriales et professionnelles et tirent parti de dispositifs de création d'emplois décents (Catégorie de produit D: Actifs créés. Produit standard 3.2: Les individus et les communautés ont des compétences plus grandes, des capacités renforcées et un meilleur accès aux services financiers, énergétiques et climatiques leur permettant de disposer de moyens d'existence durables et adaptés aux changements climatiques)

4.2 Les populations urbaines reçoivent une assistance alimentaire et sociale et bénéficient d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements dans l'objectif d'accroître la demande d'aliments variés et de rapprocher les consommateurs des producteurs au sein d'une filière alimentaire locale à dimension nutritionnelle (Catégorie de produit A: Ressources transférées. Produit standard 3.1: Les individus et les communautés ont accès à des actifs productifs leur permettant de mieux faire face aux chocs et aux facteurs de perturbation)

4.2 Les populations urbaines reçoivent une assistance alimentaire et sociale et bénéficient d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements dans l'objectif d'accroître la demande d'aliments variés et de rapprocher les consommateurs des producteurs au sein d'une filière alimentaire locale à dimension nutritionnelle (Catégorie de produit E: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements mises en œuvre. Produit standard 3.1: Les individus et les communautés ont accès à des actifs productifs leur permettant de mieux faire face aux chocs et aux facteurs de perturbation)

## ODD 17: Partenariats pour la réalisation des objectifs

### Cible 9 de l'ODD 17: Renforcement des capacités

**Effet direct 4 du plan stratégique de pays: Le Gouvernement hondurien continue d'établir et de renforcer ses systèmes nationaux de protection sociale et sa capacité à concevoir, appliquer, suivre et évaluer des politiques et des programmes de protection sociale inclusifs, tenant compte de la nutrition et de la problématique femmes-hommes et réactifs face aux chocs, contribuant à accroître d'ici à 2027 la confiance qu'inspirent les institutions publiques à la population**

Effet direct stratégique 4: Les programmes et les systèmes nationaux sont renforcés

Domaine d'action privilégié: Causes profondes

Tient compte de la nutrition

### Hypothèses

Cet effet direct repose sur l'hypothèse que le Gouvernement continuera de prendre part aux efforts axés sur le renforcement des capacités en complétant les contributions du PAM par des ressources publiques. Il est également prévu que la situation politique soit globalement stable et que le taux de rotation du personnel des institutions soit normal.

### Indicateurs d'effet direct

Nombre de politiques, de stratégies, de programmes et d'autres composantes de systèmes en place à l'échelle nationale contribuant à l'élimination de la faim et à la réalisation d'autres ODD, qui ont été renforcés grâce à l'appui fourni par le PAM en matière de renforcement des capacités

### Activités et produits

#### **7. Renforcer la capacité des systèmes, des politiques et des programmes de protection sociale à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à lutter contre la vulnérabilité et les inégalités pour favoriser le capital humain du Honduras (1.10: Appui sectoriel en faveur de la protection sociale)**

7.1 Les institutions à l'échelle nationale et locale renforcent leur capacité à mettre à la disposition des populations vulnérables exposées à des inégalités socioéconomiques, géographiques et croisées des systèmes nationaux de protection sociale offrant une couverture, une adéquation et une qualité accrues, qui améliorent l'aptitude de la population à satisfaire ses besoins liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition ainsi que ses autres besoins essentiels, et contribuent à remédier aux risques, aux chocs et aux facteurs de perturbation auxquels tout un chacun est exposé tout au long de sa vie (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 4.2: Les composantes des systèmes de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, des systèmes de protection sociale et des systèmes alimentaires mis en place à l'échelle nationale sont renforcées)

7.2 Le Gouvernement hondurien participe de plus en plus à des initiatives de coopération au service de la sécurité alimentaire et nutritionnelle aux fins de la réalisation des ODD 2 et 17, notamment à la faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, avec le système des Nations Unies, le secteur privé et les organisations de la société civile (Catégorie de produit C: Activités de développement des capacités et d'appui technique mises en œuvre. Produit standard 4.2: Les composantes des systèmes de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, des systèmes de protection sociale et des systèmes alimentaires mis en place à l'échelle nationale sont renforcées)



**Cible 16 de l'ODD 17: Renforcement des partenariats mondiaux****Effet direct 5 du plan stratégique de pays: Les partenaires de premier plan au Honduras bénéficient de services efficaces toute l'année**

Effet direct stratégique 5: Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement sont plus efficaces et plus efficaces

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

**Hypothèses**

Le PAM part du postulat que sa chaîne d'approvisionnement ne sera perturbée par aucun phénomène de grande ampleur de nature à empêcher la prestation en temps voulu des services prévus

**Indicateurs d'effet direct**

Pourcentage d'utilisateurs satisfaits des services fournis

**Activités et produits****8. Fournir des services de transferts monétaires à la demande aux institutions et organisations nationales, ainsi qu'aux autres partenaires du réseau humanitaire (2.4: Services à la demande)**

8. Les partenaires au Honduras bénéficient de services de transferts monétaires efficaces (Catégorie de produit H: Services et plateformes partagés mis à disposition. Produit standard 5.2: Les partenaires utilisent des services à la demande pour augmenter leurs capacités et mener des interventions plus efficaces, plus efficaces et mieux coordonnées)

**9. Fournir aux institutions et organisations nationales ainsi qu'aux partenaires du réseau humanitaire des services à la demande liés à la chaîne d'approvisionnement afin d'élargir leur rayon d'action et de renforcer leur capacité d'intervention (2.4: Services à la demande)**

9. Les partenaires au Honduras bénéficient de services d'approvisionnement efficaces (Catégorie de produit H: Services et plateformes partagés mis à disposition. Produit standard 5.2: Les partenaires utilisent des services à la demande pour augmenter leurs capacités et mener des interventions plus efficaces, plus efficaces et mieux coordonnées)

## ODD 2: Faim zéro

### CC.1. Protection

#### Indicateurs transversaux

CC.1.1: Pourcentage de bénéficiaires n'ayant fait état d'aucune inquiétude concernant la sécurité du fait de leur participation aux programmes du PAM

CC.1.2: Pourcentage de bénéficiaires n'ayant fait état d'aucun obstacle les empêchant d'accéder à l'assistance alimentaire et nutritionnelle

CC.1.3: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils étaient traités avec respect du fait de leur participation aux programmes

CC.1.4: Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles handicapés accédant à des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons-produits/des services axés sur le renforcement des capacités

CC.1.5: Le PAM respecte ou dépasse les normes du cadre de responsabilité de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap concernant l'accessibilité (examen quadriennal complet)

### CC-2. Obligation redditionnelle

#### Indicateurs transversaux

CC.2.1: Pourcentage de bénéficiaires indiquant qu'ils ont reçu des informations accessibles sur les programmes du PAM, y compris concernant la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles

CC.2.2: Pourcentage de bureaux de pays et d'unités du PAM respectant ou dépassant les normes énoncées dans la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap concernant la consultation des organisations de personnes handicapées (examen quadriennal complet)

CC.2.3: Pourcentage de bureaux de pays dotés d'un mécanisme communautaire opérationnel de remontée de l'information

CC.2.4: Nombre de bureaux de pays disposant d'un plan d'action relatif à la participation des communautés

CC.2.5: Nombre d'enfants et d'adultes qui ont accès à un moyen sûr de signaler des actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par des membres du personnel d'aide humanitaire, d'aide au développement ou de protection ou par des membres du personnel d'autres organisations qui portent assistance aux populations touchées (OIM, HCDH, PNUD)

CC.2.6: Pourcentage de partenaires coopérants du PAM inscrits sur le Portail des partenaires des Nations Unies, qui ont été évalués dans le cadre de l'évaluation des capacités des partenaires d'exécution des Nations Unies en matière de protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles

### **CC.3. Égalité femmes-hommes et avancement des femmes**

#### **Indicateurs transversaux**

CC.3.1: Pourcentage de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilé par modalité de transfert

CC.3.2: Pourcentage de femmes parmi les membres des entités qui prennent des décisions concernant l'assistance alimentaire

CC.3.3: Type de transfert (produits alimentaires, espèces, bons ou aucune rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe, par âge et par type d'activité

### **CC.4. Durabilité environnementale**

#### **Indicateurs transversaux**

CC.4.1: Proportion d'accords de partenariat sur le terrain, de mémorandums d'accord et de contrats de construction se rapportant à des activités des plans stratégiques de pays, qui ont été analysés sous l'angle des risques environnementaux et sociaux

CC.4.2: Pourcentage de bureaux du PAM appliquant un système de gestion environnementale

### **CC.5. Intégration de la nutrition**

#### **Indicateurs transversaux**

CC.5.1: Pourcentage des personnes bénéficiant des opérations et des services du PAM qui parviennent à satisfaire leurs besoins nutritionnels au moyen d'une combinaison efficace d'aliments enrichis, de produits nutritifs spécialisés et d'actions destinées à promouvoir la diversification de l'alimentation

CC.5.2 Pourcentage de personnes auxquelles le PAM vient en aide qui bénéficient d'une composante de programme tenant compte de la nutrition

## ANNEXE II

RATIONS ALIMENTAIRES (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour), PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ET PAR ACTIVITÉ												
	Effet direct 1 du PSP					Effet direct 2 du PSP		Effet direct 3 du PSP				
	Activité 1					Activité 3	Activité 4	Activité 5		Activité 6		
Type de bénéficiaires	Personnes touchées par une crise					Populations rurales vulnérables	Populations urbaines vulnérables	Enfants d'âge préscolaire	Écoliers du primaire	Enfants de moins de 5 ans	Adolescents et jeunes	Filles et femmes enceintes ou allaitantes
Modalité	Distribution générale de vivres - Assistance alimentaire contre travail	Transferts de type monétaire - espèces	Transferts de type monétaire - produits de base	Transferts de type monétaire - bons-valeur	Transferts de type monétaire - espèces à usages multiples	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires /Transferts de type monétaire <sup>a</sup>	Produits alimentaires /Transferts de type monétaire <sup>a</sup>	Produits alimentaires /Transferts de type monétaire - bons-valeur	Produits alimentaires	Produits alimentaires/ Transferts de type monétaire - bons-valeur
Céréales	400							60	90		160	
Légumes secs	65							25	25		65	
Huile	25							10	10		15	
Sel												
Sucre												
Super Cereal	60											100
Super Cereal Plus										150		
Micronutriments en poudre											1	
Dattes								50,5	50,5			
Total kcal/jour	2 100	1 312	1 312	1 312	1 312	2 300	2 300	536	647	591	933	376

RATIONS ALIMENTAIRES (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour), PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ET PAR ACTIVITÉ												
	Effet direct 1 du PSP					Effet direct 2 du PSP		Effet direct 3 du PSP				
	Activité 1					Activité 3	Activité 4	Activité 5		Activité 6		
Type de bénéficiaires	Personnes touchées par une crise					Populations rurales vulnérables	Populations urbaines vulnérables	Enfants d'âge préscolaire	Écoliers du primaire	Enfants de moins de 5 ans	Adolescents et jeunes	Filles et femmes enceintes ou allaitantes
Modalité	Distribution générale de vivres - Assistance alimentaire contre travail	Transferts de type monétaire - espèces	Transferts de type monétaire - produits de base	Transferts de type monétaire - bons-valeur	Transferts de type monétaire - espèces à usages multiples	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires /Transferts de type monétaire <sup>a</sup>	Produits alimentaires /Transferts de type monétaire <sup>a</sup>	Produits alimentaires /Transferts de type monétaire - bons-valeur	Produits alimentaires	Produits alimentaires/ Transferts de type monétaire - bons-valeur
% de kcal d'origine protéique	10	10	10	10	10	10	10	8	8	16	11	17
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)		1	1	1	500	1	1	0,33	0,35	0,71		0,63
Nombre de jours d'alimentation par an	30	150	150	60	1 cycle de distribution	120	120	180	180	365	160	180

<sup>a</sup> Bien que l'assistance fournie au titre de l'activité 5 prévoie des transferts de type monétaire en lien avec l'alimentation scolaire utilisant la production locale, le montant calculé ne comprend que le coût des rations alimentaires, car les rations distribuées dans le cadre de l'alimentation scolaire utilisant la production locale varient considérablement selon le lieu.

**ANNEXE III**

<b>TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR</b>		
<b>Type de produits alimentaires/ transferts de type monétaire</b>	<b>Total (en tonnes)</b>	<b>Total (en dollars)</b>
Céréales	106 016	96 033 549
Légumes secs	30 363	48 171 818
Huile et matières grasses	12 089	22 641 514
Aliments composés et mélanges	4 489	3 422 536
Autres (dattes et micronutriments en poudre)	2 972	4 244 096
<b>Total (produits alimentaires)</b>	<b>155 928</b>	<b>174 513 513</b>
Transferts de type monétaire		281 420 806
<b>Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)</b>	<b>155 928</b>	<b>455 934 319</b>

## ANNEXE IV

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ( <i>en dollars</i> )						
	Cible 1 de l'ODD 2/ Effet direct stratégique 1 du PAM	Cible 4 de l'ODD 2/ Effet stratégique 3 du PAM	Cible 2 de l'ODD 2/ Effet direct stratégique 2 du PAM	Cible 9 de l'ODD 17/ Effet direct stratégique 4 du PAM	Cible 16 de l'ODD 17/ Effet direct stratégique 5 du PAM	Total
	Effet direct 1 du PSP	Effet direct 2 du PSP	Effet direct 3 du PSP	Effet direct 4 du PSP	Effet direct 5 du PSP	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience	Causes profondes	Causes profondes	Renforcement de la résilience	
Transferts	93 473 070	197 964 425	261 068 686	2 902 397	11 123 950	<b>566 532 527</b>
Mise en œuvre	3 535 136	4 268 479	4 843 951	976 865	530 101	<b>14 154 532</b>
Coûts d'appui directs ajustés	2 641 352	5 600 499	7 264 537	109 375	330 729	<b>15 946 492</b>
<b>Total partiel</b>	99 649 559	207 833 403	273 177 174	3 988 636	11 984 780	<b>596 633 551</b>
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	6 477 221	13 509 171	17 756 516	259 261	0	<b>38 002 170</b>
<b>Total</b>	<b>106 126 780</b>	<b>221 342 574</b>	<b>290 933 690</b>	<b>4 247 898</b>	<b>11 984 780</b>	<b>634 635 721</b>

## Liste des sigles utilisés dans le présent document

COMET	Outil des bureaux de pays pour une gestion efficace
COPECO	Commission permanente sur les urgences
COVID-19	maladie à coronavirus 2019
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
ODD	objectif de développement durable
PIB	produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UTSAN	Unité technique pour la sécurité alimentaire et la nutrition